

Repères

Le symbole Ho Chi Minh

Le Cambodge fait toujours problème, et il faudra encore beaucoup d'efforts pour décorner les dimensions « internes » et « externes » des visées vietnamiennes sur ce pays, mais il était inévitable que le grand rapprochement sino-soviétique de Pékin évoquât le symbole de « solidarité agissante » que fut de 1963 à 1976 le Vietnam du Nord dans sa guerre contre « l'agression de l'impérialisme américain ».

La rupture entre Khroutchev et Mao était bien consommée quand John F. Kennedy décida, au début des années 1960, d'engager la puissance militaire US du côté du Sud-Vietnam dans sa guerre contre « l'expansionnisme communiste en Asie ». Mais ce schisme n'empêcha pas les géants communistes de se ranger derrière Hanoi dans sa « résistance à l'agresseur » et dans sa « volonté de réunifier la patrie vietnamienne », selon le jargon de l'époque.

Cette convergence stratégique derrière Ho Chi Minh, en dépit de la rupture Moscou-Pékin, s'accroît même au rythme de l'escalade militaire menée à partir de 1965 par Lyndon Johnson et poursuivie par Richard Nixon. La guerre US au Vietnam visait à la fois à frustrer l'URSS dans la région et à « encercler » la Chine selon la théorie du containment.

Ainsi, l'URSS, grand gagnant de la déroute américaine de 1975 et de la réunification du Vietnam en 1976, et qui conclut avec Hanoi un Traité d'amitié et de coopération avant l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge en décembre 1978, révélait tout récemment qu'elle avait joué un rôle capital dans l'un des aspects décisifs de la guerre: la destruction de chasseurs-bombardiers US au-dessus du Nord-Vietnam, la DCA vietnamienne ayant été aux mains de soldats soviétiques.

Hier, la Chine révélait à son tour qu'elle envoyait 320 000 soldats au Vietnam pour combattre les Américains et leurs alliés, et que 4 000 combattants chinois furent tués sur le front. Elle ajoutait avoir contribué \$20 milliards à l'effort de guerre du régime de Hanoi et du Vietcong au Sud-Vietnam.

À la lumière de ces révélations, la tournure de l'après-guerre dans l'ancienne Indochine reste déconcertante: non seulement le retrait US fit-il resurgir les contradictions Moscou-Pékin mais la normalisation sino-américaine, préparée par Nixon dès sa visite historique de 1972, ouvrit la voie à la manipulation de la « carte chinoise » par les États-Unis, affaiblis dans leur bras de fer avec l'URSS.

D'où le Cambodge, où Chinois et Soviétiques s'affrontent depuis 10 ans par Khmers et Vietnamiens interposés. Les retournements furent spectaculaires: le communisme cambodgien dérapait vers la paranoïa et la terreur, le communisme vietnamien, soutenu par l'URSS, s'avérait expansionniste, et la Chine attaquait le Vietnam « pour défendre la souveraineté du Cambodge et servir une leçon à Hanoi ».

À l'heure où Deng et Gorbatchev veulent oublier le passé, réexaminer le marxisme, et coordonner leurs réformes, ils ont cru bon de rappeler le symbole de coopération que fut la guerre du Vietnam. Il leur reste à s'entendre pour ramener la paix et au Vietnam et au Cambodge, pour que ces pays puissent enfin se relever de la ruine et entamer tous deux leur reconstruction.

JOONEED KHAN

L'assassinat du mufti sunnite du Liban menace la médiation de la Ligue arabe

Vingt-deux morts et 80 blessés dans l'attentat; trois Allemands enlevés

d'après AFP, AP, UPI et Reuter BEYROUTH

En pleine médiation de la Ligue arabe, à Damas, pour renforcer le cessez-le-feu au Liban, un attentat massif à la voiture piégée a tué, hier, à Beyrouth-Ouest quadrillée par l'armée syrienne, le chef spirituel de la communauté sunnite au Liban et 21 autres personnes, tandis que deux inconnus enlevaient au moins deux ressortissants allemands au Sud-Liban.

L'agence syrienne Sana a aussitôt imputé la responsabilité de l'attentat contre le cheikh Hassan Khaled, 68 ans, connu pour ses positions politiques modérées, au cabinet chrétien du général Michel Aoun, mais Chedli Klibi, le secrétaire-général de la Ligue arabe, qui se trouve à Damas depuis lundi, affirmait que « cet acte criminel vise à saboter les efforts ten-

dant à aider le Liban à mettre fin à l'effusion de sang et à la ruine ».

Au moins 80 personnes ont été blessées dans l'explosion de la voiture piégée, déclenchée par télécommande dans le quartier populaire d'Aïchar Bakkar au moment où le cheikh Khaled venait de quitter son domicile pour gagner son bureau.

Le général Aoun a dénoncé « ce crime exécuté par le terrorisme et l'hégémonie étrangère au Liban », dans une allusion à la présence militaire syrienne. Le cabinet musulman pro-syrien de Salm al-Hoss, un sunnite modéré, a décrété un deuil national d'une semaine, et condamné l'assassinat du mufti qui, a-t-il souligné, « rejetait la haine et la violence ».

Les États-Unis se sont dits « révoltés par le meurtre de sang froid du Grand mufti qui parlait d'une voix ferme pour la réconciliation et la modération » et par « cet acte terroriste » qui « ne pouvait avoir comme objectif que

de semer la confusion et la haine ». Ils ont appelé « toutes les parties à adhérer au cessez-le-feu de la Ligue arabe et à œuvrer pour une solution pacifique de la crise ». Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a « déploré » l'assassinat.

Libération et enlèvement

À la sortie sud de Saïda, au Sud-Liban, trois ressortissants allemands à l'emploi de l'organisation caritative ASME-Humanitas étaient enlevés 48 heures après la libération de l'Allemand Markus Quint, et à la veille du verdict attendu à Francfort, en RFA, à l'encontre du jeune chiite libanais Mohammed Ali Hamadé, accusé de détournement en juin 1985 d'un avion de ligne américain et du meurtre d'un passager.

L'un des otages, Mlle Petra Schnitzler, 26 ans, était toutefois libérée peu après devant le siège

du Groupe islamique, coalition d'intégristes musulmans pro-iraniens. Elle fut déjà enlevée le 4 mai dernier à Saïda et libérée dès le lendemain.

Le cessez-le-feu « terrestre » obtenu par la Ligue arabe avec l'appui des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU a été violé dans la matinée, pour la seconde journée consécutive, sur les fronts où les troupes du général Aoun font face à l'armée syrienne et ses alliés libanais.

La Ligue a poursuivi hier ses efforts pour tenter d'imposer un arrêt définitif des combats. Chedli Klibi a discuté à Damas avec le vice ministre syrien des Affaires étrangères Farouk al-Chara, et une délégation de la Ligue venant du Koweït y était attendue en soirée, pour examiner notamment les modalités du déploiement d'observateurs pour superviser le cessez-le-feu.

Les Assises islamiques, un mouvement qui regroupait sous l'égide de cheikh Khaled les personnalités sunnites modérées, avaient demandé le retrait des pièces d'artillerie syriennes de Beyrouth-Ouest, afin d'éviter les tirs de représailles sur les quartiers résidentiels. Elles avaient aussi critiqué le général Aoun, l'accusant d'être responsable des bombardements.

Dar al-Fatwa, la plus haute instance sunnite et siège du mufti Khaled, a appelé à une grève générale de trois jours en signe de protestation, dans un communiqué soulignant que l'assassinat survient « à un moment crucial de l'histoire du Liban » et « laisse entrevoir les dangers qui menacent la nation ».

Échec d'une tentative de coup d'État en Éthiopie

d'après Reuter NAIROBI

La radio éthiopienne a annoncé hier soir l'échec d'une tentative de coup d'État menée contre le gouvernement du président Mengistu Haile Mariam.

Dans un communiqué repris par la radio, captée à Nairobi, le Conseil d'État éthiopien a indiqué que les autorités avaient fait échec à cette tentative de coup de force menée par quelques officiers.

Des diplomates contactés depuis le Kenya voisin avaient indiqué, auparavant, que des chars et des transports de troupes blindés avaient cerné dans l'après-midi le ministère de la Défense, à Addis-Abeba, au moment où le président Mengistu entamait une visite officielle en RDA.

Les Postes kenyans ont indiqué que toutes les communications avaient été coupées vers 22 h 30 locales (20 h 30 GMT) avec Addis-Abeba, où l'aéroport, selon des contacts radio captés à Nairobi, a été fermé.

Les unités impliquées dans la tentative de coup d'État n'ont pas déclaré publiquement leurs intentions.

« Tout laisse penser qu'un coup d'État est en cours mais il y a d'autres possibilités », avait déclaré un diplomate canadien. « Quoiqu'il arrive, cela semble avoir été bien préparé », a-t-il ajouté.

Le diplomate, dont les bureaux dominent le ministère de la Défense, a rapporté avoir vu un groupe de soldats ouvrir le feu sur une voiture officielle vers 16 h locales (14 h GMT).

En l'espace de quelques minutes, deux chars et trois transports de troupe blindés ont pris position autour du ministère, les canons dirigés vers le bâtiment.

Après l'apparition des chars, deux Mig 21 ont sillonné le ciel de la capitale, bientôt suivis de plusieurs hélicoptères de combat, mais ils ne sont pas intervenus. Des engins blindés ont été vus par la suite sur la route de l'aéroport.

Dans son communiqué, le Conseil d'État, organe suprême du pays, n'a donné aucune précision sur la manière dont le coup de force avait été déjoué, ni sur les effectifs des putschistes.



Cheikh Hassan Khaled

Un partisan du dialogue au Liban

d'après AFP BEYROUTH

Le grand mufti de la République libanaise, cheikh Hassan Khaled, tué hier dans un attentat massif à la voiture piégée, à Beyrouth-Ouest, symbolisait les positions modérées de la communauté sunnite, dont il était le chef spirituel.

Agé de 68 ans, né à Beyrouth et père de quatre enfants, il avait été désigné à ce poste en 1966 par le Conseil islamique, organe législatif de sa communauté, la plus influente politiquement parmi les musulmans du Liban. Il avait ensuite été nommé par décret présidentiel.

Cheikh Khaled avait toujours été considéré comme un défenseur acharné de la restauration de l'autorité de l'État et un promoteur du dialogue entre les communautés chrétiennes et musulmanes au Liban. Il avait dénoncé à de nombreuses reprises « le règne des milices ».

Il entretenait de bonnes relations avec les régimes arabes modérés sur la scène internationale, dont l'Arabie saoudite. Ses relations avec la Syrie étaient en revanche considérées par les milieux politiques libanais comme conflictuelles.

Le mufti présidait un regroupement politique de personnalités sunnites, les Assises islamiques, dont il était la dernière figure marquante après le décès, il y a six mois, de l'ancien premier ministre Takiéddine Solh. Il avait déjà échappé à un attentat en septembre 1984, en compagnie de Salim al-Hoss, actuel chef du cabinet musulman soutenu par la Syrie et dernière personnalité politique sunnite de premier plan au Liban.

Le cheikh Khaled est la 6<sup>e</sup> personnalité politique de premier plan assassinée depuis le début de la guerre civile au Liban, il y a 14 ans.

La mort de Maarouf Saad, principal notable sunnite de Saïda, en mars 1975, blessé lors d'une manifestation, est considérée comme l'un des événements ayant conduit au déclenchement de la guerre le mois suivant. Le 16 mars 1977, Kamal Joumblatt, animateur de la gauche libanaise et chef de la communauté druze, était assassiné dans une embuscade tendue dans son fief du Thouf.

Le 13 juin 1978, Tony Frangie, député de Zghorta et fils du chef des chrétiens maronites du Liban nord, Soleimane Frangie, était tué ainsi que sa femme, sa fille et 30 de ses partisans, par des miliciens chrétiens, dans sa maison à Ehden.

Le 14 septembre 1982, peu après avoir été élu président du Liban, Bachir Gemayel, chef de la milice chrétienne des Forces Libanaises, succombait dans un attentat massif contre le siège du Parti phalangiste à Beyrouth-Est.

Le 1er juin 1987, le premier ministre sunnite Rachid Karamé était tué par l'explosion d'une bombe placée dans l'hélicoptère qui le ramenait du Liban-Nord à Beyrouth.

En outre, le chef spirituel de la communauté chiite au Liban, l'imam Moussa Sadr, est porté disparu depuis le 30 août 1978, à l'issue d'un voyage en Libye.



Le corps du mufti Hassan Khaled est enlevé sur un brancard, après l'attentat qui a tué 21 autres personnes, à Beyrouth-Ouest, hier.

Grève générale au Panama alors que l'OÉA examine la crise

d'après AFP, AP, UPI et Reuter WASHINGTON

Journée décisive aujourd'hui pour le Panama, les États-Unis espérant obtenir des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation des États américains (OEA) un appel à un départ immédiat de l'homme fort du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, et l'opposition allant de l'avant avec son mot d'ordre de grève générale.

La grève générale d'aujourd'hui, appelée par l'Alliance démocratique d'opposition civique (ADOC), coïncide avec la réunion à Washington de l'OEA à laquelle assistera le secrétaire d'État américain James Baker. L'opposition a placé de grands espoirs dans cette réunion de la plus importante instance politique du continent, tablant sur une ferme condamnation du régime, voire sur une exclusion temporaire du Panama.

Sans préciser ses projets, le gouvernement a, de son côté, menacé de prendre des mesures « énergiques » contre les Panaméens qui suivraient le mot d'ordre de grève. Le ministre du Travail, M. Cesar Martans, a affirmé que la législation ne prévoyait pas le droit à l'arrêt de travail dans les entreprises « à l'initiative du patronat ».

Aucune nouvelle manifestation de rue n'a pour l'instant été programmée — sans doute en raison de la brutale répression qui a marqué les marches pacifiques organisées après l'élection du 7 mai, qui devaient saluer ce que la plupart des observateurs internationaux, comme l'Église panaméenne, ont considéré comme une très large victoire de l'opposition.

Les ministres des 31 pays membres de l'OEA ont été convoqués pour la réunion extraordinaire mais on s'attend toutefois que pas plus d'une vingtaine d'entre eux soient présents lorsque les débats commenceront, cet après-midi.

Le gouvernement américain voudrait que l'OEA adopte une résolution du même type que celle qui, en 1979, avait contribué à la chute du dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza en demandant « le remplacement immédiat et définitif du régime somoziste ». Il compte en effet largement sur la pression internationale pour obtenir le départ de Noriega, inculpé de trafic de drogue devant deux tribunaux de Floride.

Jusqu'à présent, le Mexique, l'Argentine et le Brésil ont annoncé qu'ils s'opposeraient à toute tentative de l'OEA d'intervenir dans les affaires de Panama ainsi qu'à l'organisation de nouvelles élections supervisées par cet organisme.

Hier, pour préparer le terrain pour leurs ministres des Affaires étrangères, les diplomates des 31 pays membres cherchaient une solution qui concilierait fermeté envers Noriega et non-ingérence dans les affaires du Panama.

Le candidat de l'opposition panaméenne à la présidence, Guillermo Endara, a quitté hier l'hôpital en jurant de ne pas reculer malgré les mesures prises par les autorités pour empêcher la population d'observer la grève générale.

Le Mexique pour sa part n'a pas écarté la possibilité d'une médiation dans le conflit. Les États-Unis de leur côté ont offert aux familles des militaires américains en poste au Panama d'être rapatriées, si elles le souhaitent, par voie aérienne.

Advertisement for Malépart book, featuring a portrait of Jean-Claude Malépart and promotional text: 'LES COMBATS DE JEAN-CLAUDE Malépart RÉCIT AUTOBIOGRAPHIQUE LANCEMENT LE 18 MAI À 14 HEURES AU PALAIS DES CONGRÈS Méridien TÉMOIGNAGE'.

## Après la tempête fédérale, le calme provincial

Il suffit de comparer le budget de M. Gérard-D. Levesque à celui de Michael Wilson pour se rendre à l'évidence: Québec réussit là où Ottawa a échoué.

Le ralentissement économique frappe toutes les provinces, y compris le Québec. La hausse des taux d'intérêt est un casse-tête pour tous les gouvernements. Comment expliquer que ces facteurs ont provoqué une crise à Ottawa, que le ministre Wilson semble incapable de surmonter, tandis qu'à Québec, cela n'empêche ni la baisse du déficit, ni des baisses d'impôts? Il n'y a qu'une réponse: le gouvernement provincial a bien fait son travail.

Avant d'aller plus loin, il faut cependant rappeler que le gouvernement Bourassa peut difficilement s'attribuer l'entière paternité de ces résultats satisfaisants. Si le Québec peut afficher une situation financière assez saine pour résister aux chocs de la conjoncture, c'est d'abord le fruit d'un travail de très longue haleine.

Le début de cet effort, dont nous sentons aujourd'hui les effets, ne remonte pas à 1985, mais plutôt à 1982, quand le gouvernement péquiste a amorcé un virage qui l'a amené à enfin gérer ses finances publiques. C'est là que le Québec a commencé à contrôler ses finances publiques, couper et réduire les emprunts de l'État.

Même dans le budget de 1989, on sent encore la marque de Jacques Parizeau, dans le genre d'outils fiscaux utilisés par le ministre Levesque, dans la forme même des interventions de nature économique. Cela s'explique peut-être aussi par le fait que l'équipe de fonctionnaires du ministère des Finances a été

formée par M. Parizeau. En ce sens, le budget d'hier n'est pas seulement un budget libéral, c'est aussi un budget québécois.

Dans le cadre de cette continuité, l'apport des libéraux n'est toutefois pas négligeable. À l'énergie péquiste, ils ont ajouté la cohérence, en réussissant à maintenir le cap avec une gestion serrée, quand il était si tentant de relâcher la pression en période d'abondance. Ils ont aussi réussi à éviter les zigzags: ils font très exactement ce qu'ils avaient dit qu'ils feraient.

Le budget Levesque est en outre profondément libéral dans sa façon de concilier ce qui est en apparence contradictoire: être à la fois électoraliste et ferme.

D'abord, paradoxalement, cette sobriété a une saveur électorale. M. Levesque n'avait pas vraiment le choix car il n'a pas d'argent. Mais il sait sans doute qu'un budget bêtement électoraliste aurait été désastreux. En multipliant des cadeaux coûteux, il se serait mis l'électorat à dos: les citoyens savent trop qu'ils en paieront la note un jour ou l'autre.

Deuxièmement, ce budget est un bilan, que les libéraux peuvent utiliser à leur avantage. M. Bourassa rappellera aux électeurs que le Québec a résolu son problème de déficit et que, comparé à celui des Ontariens, le fardeau fiscal des Québécois n'a jamais été aussi bas. C'est un bon outil de vente.

Troisièmement, ce budget ne fait pas de victimes, même pas chez les fumeurs, et réussit, à peu de frais, à satisfaire bon nombre de citoyens: baisses d'impôt pour les familles, quand la natalité sera un thème électoral, amélioration du Réa, une solution partielle au problème des soins de santé en régions éloignées. Les seules victimes, ce sont les entreprises qui paieront un peu plus d'impôt: sur le plan politique, cela sera sans doute rentable.

Quatrièmement, les augmentations de dépenses sont toutes concentrées dans des secteurs qui font l'objet d'un consensus: santé, universités, environnement, culture. C'est toutefois la minceur des sommes impliquées qui provoquera le plus de réactions négatives. Pourquoi par exemple ne pas avoir consacré plus aux garderies?

Cinquièmement, le ministre se garde des munitions pour la campagne électorale: en exagérant l'impact négatif du budget Wilson, il met en place les bases d'une offensive anti-fédérale.

Il est toutefois étonnant que la seule nouvelle mesure budgétaire d'une certaine ampleur, l'aide à la recherche et au développement, soit si peu spectaculaire. C'est le genre de programme dont les effets se font sentir à long terme et qui sera ainsi beaucoup moins populaire que des programmes de création d'emplois, peu efficaces, mais visibles. Pour cela, il faut un certain courage.

Mais il n'en reste pas moins que, dans sa forme, le budget est à l'image du gouvernement Bourassa: la recherche du juste milieu, le désir de ne pas faire de vagues, une certaine méfiance face à tout coup d'éclat. Tout cela peut se résumer dans une formule: la modération a meilleur goût.

Sur le plan économique, et même sur le plan politique, cette démarche est irréprochable, parce que dans leur for intérieur, les Québécois savent qu'un budget flamboyant se serait traduit, tôt ou tard, par des hausses d'impôt dont ils ne veulent pas.

M. Levesque a ainsi fait la preuve qu'un bon budget n'est pas nécessairement un grand budget.

Alain DUBUC

## Qui trop promet...

Le petit monde des garderies est en ébullition. Hier, environ 300 garderies étaient fermées, des milliers de parents, d'employés de garderies et d'enfants descendant dans la rue pour clamer leur mécontentement envers le gouvernement Bourassa.

La ministre Monique Gagnon-Tremblay venait d'annoncer qu'elle bonifiait de \$32,4 millions le budget des garderies. Somme appréciable, mais bien en deça des promesses qu'elle avait faites.

Mme Gagnon-Tremblay avait basé son engagement sur une promesse du gouvernement Mulroney qui n'a pas été tenue. La ministre québécoise tente de culpabiliser Ottawa, mais le monde des garderies du Québec n'en a cure. Même avec les millions d'Ottawa, on trouvait que Québec ne faisait pas assez. Il n'est pas facile d'y voir clair. Pour le moment, à peu près tout le monde mêlé de près ou de loin à ce dossier est unanime à dénoncer Québec: administrateurs, parents et personnel font front commun contre Québec. Que Québec crée 2400 places nouvelles de moins cette année que prévu importe peu pour ces gens, somme toute. Pour eux, une chose est claire: règle générale, les garderies existantes ont de la difficulté à joindre les deux bouts, les parents estiment qu'ils ne peuvent payer davantage et le personnel se plaint qu'il ne gagne pas assez cher.

L'unanimité entre les administrateurs et le personnel des garderies risque cependant de ne pas durer longtemps. Les garderies existantes n'obtiennent en effet que \$10 millions additionnels. Même si cette somme était entièrement consacrée aux salaires, l'augmentation accordée aux employés ne serait pas considérable. Les administrateurs de garderies, eux, ont bien d'autres préoccupations à part les salaires des employés: loyer, chauffage, matériel de jeux, etc.

Bref, le secteur des garderies crie lui aussi au secours. Après bien d'autres. L'arbitrage du gouvernement ne sera pas facile. Il sera toutefois moins difficile si les ministres, quels qu'ils soient, ne vendent pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué et ne dépensent pas l'argent d'Ottawa avant de l'avoir reçu!

Pierre VENNAT

## L'aveugle et le paralytique

La rencontre au sommet de M. Mikhaïl Gorbatchev avec M. Deng Xiaoping est une étape importante vers un monde plus paisible. La rupture entre les deux géants du communisme international faisait peut-être l'affaire de stratèges occidentaux mais augmentait néanmoins les risques de guerre.

Les relations entre les deux pays n'ont du reste cessé de s'améliorer depuis la mort de M. Léonide Brejnev comme en témoignent les échanges locaux en Extrême-Orient. Les citoyens de Blagovestchensk et de Heihe traversent maintenant l'Amour sur la glace pour faire du commerce.

Ces échanges doivent intéresser M. Gorbatchev et M. Deng car les possibilités de coopération et de commerce entre les deux pays sont énormes. La Chine est encore sous-développée par rapport à l'Union soviétique dans beaucoup de domaines, mais elle est en avance quand il s'agit de produire des biens de consommation; on vient, notamment, de rationner le thé et le savon à Leningrad. Par ailleurs, l'Union soviétique dispose d'amples ressources naturelles dont la Chine pourrait avoir besoin et que la main-d'œuvre chinoise pourrait aider à exploiter.

Il n'y a rien de nouveau dans cette perspective que Staline et Mao caressaient il y a 40 ans. Mais les plans quinquennaux et la «division internationale du travail» n'ont jamais développé le commerce. C'est l'évolution vers une économie de marché qui a permis à la Chine de se nourrir et de s'industrialiser. M. Gorbatchev peut sans doute s'en rendre compte lors de sa visite.

Mais M. Gorbatchev peut aussi se féliciter d'avoir résolulement entrepris de démocratiser la vie politique en Union soviétique. Pour l'instant, il n'a pas à craindre le genre de camouflet que la foule a servi à M. Deng, ce grand réformateur de l'économie qui ne sait pas faire de politique sans vouloir la dominer.

Chacun de ces deux chefs d'État cherche à sauver son pays des décombres du marxisme-léninisme dogmatique. Mais ils semblent incapables d'agir simultanément sur les plans politique et économique comme l'exigent une administration équitable et une gestion saine. Après ce sommet, ils pourront peut-être s'entraider comme les deux infirmes de la fable de La Fontaine.

Frédéric WAGNIÈRE

## MADAME RICHARD, UNE FEMME DE TÊTE



DRONTS RÉSERVÉS

## La boîte aux lettres

### La pédophilie ecclésiastique

■ L'archidiocèse de Saint-Jean de Terre-Neuve a pris une sage décision en instituant une enquête sur la pédophilie chez des prêtres de Terre-Neuve. On ne saurait par contre vanter la sagesse des propos de M. Alain Dubuc, éditorialiste en chef de *La Presse*, qui laissait entendre dans son éditorial du 25 avril que de nombreux cas identiques ont été passés sous silence au Québec à cause du prestige du clergé. Si de tels cas avaient existé ici, ils auraient certainement été signalés depuis 1980, le prestige du clergé n'étant plus ce qu'il était.

Cette attaque (de M. Dubuc) contre le célibat des prêtres («à cause de ses conséquences») ne semble guère tenir si l'on tient compte des nombreux cas de pédophilie signalés aussi chez des gens mariés ou en union libre.

Bernard H. DORAY, m.d.  
Outremont

### Machine inhumaine

■ On me qualifiait d'infirmière dévouée, humaine, compréhensive, attentive à la souffrance des autres, consciencieuse, «trop zélée» disaient certaines compagnes de travail. J'aimais mes patients, je me sentais responsable de leur guérison.

Pourtant, un jour j'ai quitté le milieu hospitalier. Je ne supportais pas la machine inhumaine du système. Je ne sup-

portais pas l'impuissance que je vivais chaque jour face au système qui oublie qu'une infirmière a droit à des conditions décentes de travail parce qu'elle est sur la première ligne qui touche à la maladie, à la souffrance physique et mentale, parce qu'elle frôle la mort et qu'elle se bute aux grandes questions existentielles qui n'ont souvent pas de réponse.

Je suis partie il y a déjà cinq ans, mais je demeure solidaire de celles qui sont restées. Je suis solidaire des gestes qu'elles font pour obtenir de meilleures conditions de travail et un salaire plus adéquat. À ce prix peut-être retrouvera-t-on dans les hôpitaux un peu d'humanité et de dignité.

Louise MYETTE-DIOTTE  
Montréal

### Cherchez la femme...

■ S'il est une chose que je déplore en lisant la page éditoriale de *La Presse*, c'est de constater encore, en 1989, que seule une prose masculine fait battre le cœur de notre journal quotidien... de façon régulière.

Il y a bien des femmes en B3, mais toutes, sauf Lysiane Gagnon, n'y signent que des collaborations «spéciales», ce qui est fort significatif et regrettable, d'autant plus que les France Paradis et Francine Pelletier, par exemple, produisent des textes percutants qui nous sortent des éditoriaux «classiques» en faisant ressortir davantage le côté humain des problèmes sur lesquels elles prennent position.

Il me semble à moi, et à bien d'autres femmes et hommes sans doute, que le cœur de votre journal devrait battre et au masculin et au féminin pour donner plus de qualité et de vitalité à votre journal.

France BÉDARD  
Montréal

### Les femmes du PM (bis)

■ Votre journaliste Maurice Jannard répète son erreur au sujet de la présence féminine au sein du cabinet du Premier ministre du Canada, en commentant ma lettre publiée le 21 avril où je citais trois femmes à des postes de commande.

Je lui signale la nomination récente de trois nouvelles femmes à des postes de direction, soit Françoise Guénette comme directrice du groupe chargé de la coordination des communications; Sally Brown comme conseillère sur les politiques économiques; et Sunni Locatelli comme secrétaire de presse adjointe. Une femme, Lyse Freeborn, dirige également le département du courrier qui comprend le plus grand nombre d'employés parmi tous les départements.

Donc nous comptons maintenant au moins sept femmes à des postes clés au cabinet du Premier ministre. On peut évidemment définir «poste de commande» de plusieurs façons, mais je maintiens ma définition.

Peter G. WHITE  
Premier secrétaire  
Cabinet du Premier ministre

### N.B.

■ *La Presse* accorde priorité sous cette rubrique aux lettres qui font suite à des articles publiés dans ses pages et se réservent le droit de les abréger. L'auteur doit être clair et concis, signer son texte, donner son nom complet, son adresse et son numéro de téléphone. Adresser toute correspondance comme suit: La boîte aux lettres, *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

■ Monsieur White nous donne raison: notre article paru le 13 mars signalait le nombre peu élevé de cadres féminins dans le bureau du premier ministre. Mesdames Sally Brown et Sunni Locatelli ont été nommées respectivement le 3 avril et le 20 avril, après la parution de l'article.

Maurice Jannard

### Compromis ridicule

■ Merci, Monsieur Ryan. Dorénavant, on imprimera des caractères deux fois plus gros dans *La Presse* que dans *The Gazette*: loi 178 oblige.

M. Ryan se vante d'avoir trouvé une solution simple. Oui, en effet. Il ne faudrait rien de trop compliqué pour quelqu'un qui ne comprenait même pas la question du référendum.

Michel MERCIER  
Montréal

# Opinions

## Le livre de ma mère

JEAN-PAUL DESBIENS  
collaboration spéciale

Les lignes de la Pentecôte. Le temps est si bas, et depuis si longtemps, qu'on a l'impression qu'il ne s'en relèvera pas. Mais il va se relever. On n'est pas rancunier à son endroit, par ici. Dès qu'il fait soleil, on oublie tout et on pense que le Grand Soir est arrivé.



Aujourd'hui (je parle en l'envers), c'est aussi la fête des mères. La preuve, c'est que les journaux en parlent. La compagnie Bell prévoyait 800 000 communications interurbaines. Vendredi dernier, dans les corridors souterrains qui relient le Hilton et la Tour gouvernementale, on pouvait lire des affiches qui portaient ceci: « Vos marchands ont à coeur la fête des mères ». A coeur, qu'ils disent. Et puisqu'ils le disent, ça doit être vrai. Mais quand vous lirez ces lignes (vous êtes bien en train de les lire, n'est-ce pas?), la fête des mères sera passée.

La fête des mères, c'est comme le jour du Souvenir. Le jour où l'on dépose une couronne de fleurs sur la tombe imaginaire du Soldat Inconnu

qui, lui, est vraiment mort, à plusieurs millions d'exemplaires. Il y a quand même une différence: le commerce n'a pas mis la main sur le Soldat Inconnu. On ne peut pas fêter un soldat inconnu, vu qu'il n'a pas de carte de crédit.

Je relis quelques pages du Livre de ma mère, d'Albert Cohen. Quand on a écrit un tel livre, on peut s'en aller. On a laissé un chant derrière soi. Quelque chose qu'au moins un être lira dans 100 ans d'ici; dans 200 ans. Jusqu'à la fin du monde, peut-être. Cela commence ainsi: « Chaque homme est seul et tous se fichent de tous et nos douleurs sont une île déserte. Ce n'est pas une raison pour ne pas se consoler, ce soir, dans les bruits finissants de la rue, se consoler, ce soir, avec des mots. Oh, le pauvre perdu qui, devant sa table, se console avec des mots, devant sa table et le téléphone décroché, car il a peur du dehors, et le soir, si le téléphone est décroché, il se sent tout roi et défendu contre les méchants du dehors, si vite méchants, méchants pour rien. » Ensuite il parle de sa mère. Par exemple, il dit ceci: « Il y a des génies de la peinture et je n'en sais rien et je n'irai pas y voir et ça ne m'intéresse absolument pas et je n'y connais rien et je n'y veut rien connaître. Il y a des génies de la littérature et je le sais et la comtesse de Noailles n'est pas l'un d'eux, ni celui-ci, ni celui-là surtout. Mais ce que je sais

plus encore, c'est que ma mère était un génie de l'amour. Comme la tienne, toi qui me lis. »

Et cela finit ainsi: « Fils des mères encore vivantes, n'oubliez plus que vos mères sont mortelles. Je n'aurai pas écrit en vain, si l'un de vous, après avoir lu mon chant de mort, est plus doux avec sa mère, un soir, à cause de moi et de ma mère. Soyez doux chaque jour avec votre mère. Aimez-la mieux que je n'ai su aimer ma mère. »

Cela ne finit pas tout à fait ainsi. Voici vraiment le dernier paragraphe: « Des années se sont écoulées depuis que j'ai écrit ce chant de mort. J'ai continué à vivre, à aimer. J'ai vécu, j'ai aimé, j'ai eu des heures de bonheur tandis qu'elle gisait, abandonnée, en son terrible lieu. J'ai commis le péché de vie, moi aussi, comme les autres. J'ai ri et je rirai encore. Dieu merci, les pêcheurs vivants deviennent vite des morts offensés. »

Bon! Je suis en retard dans mes sentiments. Ou dans mes émotions. Ne pas confondre sentiments et émotions. « On aperçoit que le sentiment est la source des plus profondes certitudes. » (Alain). On ne parle pas ici de sentimentalité. Quant aux émotions, ça va, ça vient. Ça vaut rien.

J'avais Le Soleil et La Presse sous les yeux quand j'ai commencé d'écrire ce papier. C'était tout plein de bonnes nouvelles. — « 10 000 manifestants bravent les mauvais temps pour répondre à l'appel de la C.E.Q. »

« Les infirmières disent non. » — « Moscou sert un avertissement à l'OTAN. » — « 30 000 rebelles attaqueront Kaboul. » — « La Pologne entre l'apathie et l'espoir. » — « L'agitation étudiante en Chine. »

Je n'avais pas le goût d'accompagner ces « party ». Ça prend tout un empan pour pianoter des airs aussi différents. On est sur la même planète, mais on ne chante pas la même chanson. Par ici, on joue sa vie à la troisième décimale. La règle d'or de l'ancienneté et de la clause grand-père.

C'était donc le dimanche de l'Esprit et des mères. Il y a peut-être un lien malgré tout. Guignon écrit ceci: « L'homme est une parole de Dieu prononcée dans un souffle d'amour. La femme est un souffle d'amour qui a pris la forme d'une parole. » L'Esprit a promis de « renouveler la face de la terre ». Faut le croire. Le christianisme est bien jeune. Il est encore tout boutonneux.

Et puis, je vous aurai peut-être révélé ou rappelé l'existence d'un grand livre. Prenez ça comme un cadeau. C'est toujours un cadeau que de mettre la main sur un grand livre, car on sait bien que « l'homme n'aura jamais entendu que bien peu de voix saines. » C'est Jean Rostand, je pense, qui a dit cela.

C'est pour ça que les « nouvelles » sont ce qu'elles sont. Vous le savez bien, au fond, lecteur orphelin.

(1) Albert Cohen, *Le livre de ma mère*, Gallimard, 1954.

## L'aphasie des intellectuels

M. Plette et professeur au département de science politique de l'Université de Québec à Montréal. Voici de larges extraits d'un texte qu'il a présenté à La Presse.

JEAN-MARC PIOTTE

Fernand Dumond affirmait que, dans la phase néo-libérale actuelle, les hommes d'affaires et les gestionnaires francophones ont remplacé les intellectuels comme définisseurs de la situation de la même façon que ceux-ci s'étaient substitués aux clercs au début des années 60. La révolution tranquille est évidemment préparée par les luttes, notamment syndicales, des années 50 et par le travail critique d'intellectuels, mais il ne faut pas sous-estimer la coupure des années 60 où le Québec accède à la modernité: Descartes, Marx, Keynes, Parsons et tutti quanti succèdent à Thomas d'Aquin, le saint, comme pôles de références intellectuelles. Les savoirs, dans leur complexité, multiplicité, pluralisme, balaient la vision religieuse, unitaire, traditionaliste, passésiste du monde. La révolution tranquille, par sa profondeur, son ampleur et ses répercussions, se distingue radicalement de la présente conjoncture où les gestionnaires prennent le devant de la scène publique tandis que les intellectuels se replient sur leurs travaux spécialisés: la première marque un changement d'époque tandis que la seconde est un moment dans le processus de modernisation: la première engendre des savoirs pluriels portés par des valeurs de vérité, de justice et de liberté tandis que la seconde réduit tout à l'efficacité, à la performance, à la productivité, au profit, à l'excellence, à la réussite; la première est progressiste tandis que la seconde voudrait nous ramener aux règles du marché du XIXe siècle. Dissoudre les intellectuels, les clercs et les hommes d'affaires dans une même fonction, comme tente de le faire Dumont, peut nous empêcher de reconnaître leurs différences fondamentales.

Précisons ce que j'entends par intellectuel. Pour fins de discussion, je le définirai comme celui qui a une compétence particulière dans le domaine du savoir ou des arts. Le déplacement de ceux-ci hors du champ public s'inscrit évidemment dans un contexte international où le néo-libéralisme sévit à un degré ou un autre, depuis le début des années 80, dans l'ensemble des pays industrialisés de l'Ouest, hormis ceux de Scandinavie. Le journal intellectuel *Le Devoir* reflète ce courant: on ajoute une section économique qui ne traite essentiellement que des activités boursières; on engage l'économiste néo-libéral André Hains comme chroniqueur hebdomadaire; le rédacteur en chef, Paul-André Comeau, fait l'éloge, à la une du journal pendant trois jours, de l'Angleterre de Thatcher; l'éditorialiste Jean-Claude Leclerc, au nom des droits de la personne, s'oppose à l'utilisation de la clause nonobstant et s'inscrit ici dans un contexte particulier qu'il faut aussi analyser.

Le Parti québécois réussit l'exploit de ne voter, hormis la loi 101, aucune mesure favorable à la culture, de briser les syndicats par les décrets et la loi 37, tout en favorisant l'émergence et la consolidation d'une bourgeoisie francophone, alors qu'il fut élu et réélu grâce à l'appui massif des syndiqués et des intellectuels, et malgré la méfiance, voire l'hostilité des hommes d'affaires. L'échec référendaire marque un passage qu'il ne faut pas négliger: le P.Q., social-démocrate durant son premier mandat, devient néo-libéral dans le second — l'itinéraire de Parizeau est à ce niveau exemplaire — et pave ainsi la voie au Parti libéral de Bourassa qui ne fera que radicaliser les politiques du P.Q. des années 80. Depuis le résultat du référendum, les intellectuels se taisent tandis que les hommes d'affaires francophones paissent sur la place publique. Évidemment, la présence de ceux-ci à l'avant-scène a été préparée: le Conseil du patronat du Québec, le C.P.Q., regroupant l'ensemble du monde des affaires, se constitue à la fin des années 60 ou au début des années 70, en réaction aux syndicats du secteur public qui interviennent par l'intermédiaire des médias. Toutefois, cette présence se module différemment durant la décennie 80: ce sont les hommes d'affaires francophones qui deviennent les idoles, les modèles, les coqueluches des mass médias. C'était couru: les médias préfèrent toujours les vainqueurs aux vaincus.

Les professeurs de sciences humaines ont été victimes de leur succès: ils ont formé une quantité d'étudiants qui ont trouvé un emploi, durant la période où on recrutait de nouveaux employés, dans l'administration publique, l'entreprise privée, les médias... On pouvait maintenant se passer des premiers: on avait sous la main des professionnels, connaissant les techniques de recherche, qui ne feraient que ce qu'on entendait d'eux: étudier les modalités d'une politique, d'une loi, d'une réglementation, d'une décision dont les objectifs et les finalités ne devraient pas être questionnés. On n'avait pas besoin de la perspective critique qu'on avait tenté de leur insuffler: des techniciens de la recherche suffisaient. Les nouveaux étudiants ont compris le message: ils se sont, en Amérique du Nord, de plus en plus orientés vers les sciences administratives et comptables (...)

Ajoutons que l'anti-intellectualisme des médias, particulièrement ceux de l'électronique, ne nous aide pas. Alors que chez nos voisins du Sud, à CBS par exemple, des professeurs d'université sont appelés à commenter les événements durant l'émission de nouvelles, ici on sépare radicalement les informations des affaires publiques. Les nouvelles doivent décrire les événements dans leur pure objectivité et factuelité, sans les interpréter et les relier. Les affaires publiques sont, elles, question d'opinions et, depuis du moins l'ère Trudeau, les opinions de gauche doivent être contrebalancées par des positions contraires tandis que celles-ci, représentant l'imaginaire de l'opinion publique, n'ont pas besoin de contrepoints. (Certains de mes étudiants ont été engagés pour chronométrer, au profit de la direction, le temps d'antenne alloué à chaque opinion durant les émissions d'affaires publiques.) De plus, les réalisateurs d'émissions font plus confiance aux journalistes qu'aux professeurs d'université sous prétexte que ceux-ci maîtriseraient mal le média (...)

Les intellectuels critiques, du moins ce qui en reste, se trouvent dans une situation semblable à celle de leurs prédécesseurs des années 50: préparer, dans l'isolement et la marginalité, par leurs recherches et leurs rares interventions publiques, la prochaine décennie.

## La boîte aux lettres

(suite de la page B2)

### Le budget de Michael Wilson

Monsieur le ministre,

Encore une fois, vous vous attaquez aux pensions de vieillesse. Même si je ne suis pas touché pour le moment, je crains pour l'avenir.

Avant de quitter le marché du travail, j'ai calculé mes avoirs présents et futurs en additionnant mes économies avec les pensions à venir de l'employeur, de la RRQ et de la Sécurité de la vieillesse.

Vous êtes en train de changer les règles du jeu. Pour moi, il est trop tard pour réajuster mon tir; aussi, devrai-je en subir les conséquences. À moins que...

Il suffit de lire les articles de messieurs Claude Picher, Alain Dubuc et Michel Girard dans *La Presse* pour comprendre vos calculs. Mais jusqu'où irez-vous, monsieur Wilson? Je n'ose y penser.

Maintenant, sur quoi les futurs retraités pourraient-ils s'appuyer pour préparer une retraite convenable? Sur vos dires? Ils commettraient une grave erreur...

J'invite donc les associations de retraités et préretraités à se lever et à faire front commun pour contre-carrer vos plans « diaboliques ».

Les gens du 3e âge, même du 2e, se doivent d'utiliser leur « pouvoir-gris » pour se défendre quand ils se sentent menacés.

Fernand BEAULIEU  
Montréal

Monsieur Wilson,

Votre plus récent exercice budgétaire contient une fois de plus une mesure de discrimination à l'endroit des familles à revenu unique. Dans une tentative ratée de diminution de la dette publique,



Michael Wilson

vous budget propose de récupérer une partie, sinon la totalité des prestations d'allocations familiales versées aux familles dont un des conjoints a un revenu annuel net supérieur à 50 000 \$.

Une fois cette mesure totalement implantée, une famille à revenu unique (monoparentale dans bien des cas) ayant deux enfants remboursés la pleine montant des prestations reçues à partir d'un revenu net d'environ 54 000 \$. Par contre, une famille dans laquelle les deux conjoints ont chacun un revenu

net de 50 000 \$, pour un revenu familial net de 100 000 \$, n'aura pas à rembourser un seul sou des prestations reçues pour son enfant.

Il eut été si simple, juste et équitable d'appliquer un taux de récupération des prestations d'allocations familiales à la somme des revenus nets des conjoints qui excède un certain seuil, comme c'est le cas pour la récupération du crédit remboursable d'impôt pour enfants. En n'agissant pas de la sorte, vous faites porter une plus grande part du fardeau de votre incompétence fiscale aux chefs de famille monoparentale et aux couples à revenu unique qui ont décidé d'élever leurs enfants eux-mêmes.

Irène GRÉGOIRE  
LaSalle

Monsieur Wilson,

Allez-y donc, Monsieur le ministre. N'hésitez pas à couper dans le très gras de la fonction publique.

Je suis d'accord avec votre décision de renoncer aux sous-marins nucléaires, d'autant plus qu'ils n'étaient que la tête de l'iceberg. Qu'on pense seulement aux nouvelles bases maritimes qu'ils auraient nécessitées (car je ne vois pas comment la population aurait pu accepter qu'ils accostent dans le port d'Halifax ou de Vancouver).

Mais il y aurait d'autres façons de réaliser des économies importantes.

D'abord, étant donné qu'il n'y a rien que les sénateurs font, que des commissions parlementaires permanentes composées de députés d'arrière banc déjà élus ne pourraient pas faire aussi bien, débarassez-vous, je vous en prie, de cette sénile assemblée inutile et de tous les fonctionnaires qui y travaillent. Vous sauverez alors plus d'un demi-milliard de dollars par année.

Deuxièmement: le but avoué des paiements de péréquation est de permettre aux provinces les plus pauvres « d'offrir des niveaux de services publics qu'elles n'auraient pas les moyens d'offrir » (sic). Si par services publics on entend des services de santé et d'éducation, je suis d'accord, mais si on entend par là de permettre aux quelques 2,5 millions d'habitants des Maritimes de se payer avec nos taxes quatre premiers ministres, quatre ministères de la Santé, quatre ministères de l'Éducation, quatre ministères de tout ce que vous voulez, je ne suis plus d'accord. Coupez-moi ces versements ridicules de moitié et vous économiserez alors plus de 3 milliards de dollars annuellement.

Troisièmement, je ne vois vraiment pas pourquoi le ministère des Affaires extérieures dépenserait des millions de dollars dans des pays d'Afrique comme le Zaïre pour construire des édifices pouvant abriter des ambassades canadiennes tout à fait inutiles. Surtout qu'une bonne partie de ces sommes sont dépensées en pure perte, en études de toutes sortes qui ne sont en réalité que des pots-de-vin déguisés. Coupez-moi le budget de ce ministère de moitié en congédiant tous ces fonctionnaires inutiles qui sont déjà sur une tablette dorée et vous sauverez ainsi trois ou quatre autres milliards de dollars.

Quatrièmement, arrêtez de dépenser dans certaines provinces pour des projets qui sont réellement du ressort de ces provinces, comme des ponts et des routes qui n'ont absolument rien à voir avec la Transcanadienne. Faites de même avec des subventions douteuses qui ne font que déplacer des emplois au lieu d'en créer d'autres. Je n'ose chiffrer tous ces gaspillages.

Serge A. LEGAULT  
Longueuil

### Rendez-vous manqué

Récemment se tenait à l'UQAM le Forum régional Montréal-Laval pour l'emploi, préparatoire au forum national qui aura lieu en novembre prochain sur la question de l'emploi. Le Conseil central de Montréal (CCSN), par la voix de son président Pierre Paquette, déplore ici que le gouvernement fédéral n'ait pas cru à propos de s'y présenter.

Le 6 mai, plus de 300 personnes de tous les milieux (patronal, syndical, municipal, communautaire et universitaire) se rencontrèrent à l'UQAM pour discuter du problème de l'emploi dans le cadre d'un forum de la région de Montréal et de Laval.

Le nouveau président du Bureau de commerce qualifia même la rencontre de « première historique » pour la région métropolitaine. Il s'agissait, en effet, d'un important effort d'échange pour les différents milieux du Montréal métropolitain sur un problème majeur de la région, le sous-emploi.

Or, encore une fois, le gouvernement conservateur a montré le peu de cas qu'il fait de la population montréalaise. Qu'il y ait parfois des tensions sur certains dossiers, comme l'emplacement de l'Agence spatiale, le retard dans l'application des mesures de relance de l'est de l'île ou l'aménagement du Vieux-Port par exemple, cela ne soustrait pas le gouvernement Mulroney de ses responsabilités face à une partie de ses commettants.

Autre rendez-vous manqué! Peut-être que dans quatre ans...

## Témoignage



Luc Lacourcière

### Luc Lacourcière, maître à penser

RÉGINALD MARTEL

On rencontre à l'université beaucoup de professeurs. Des maîtres à penser, plus rarement. Luc Lacourcière, qui vient de nous quitter, appartenait à la deuxième catégorie. La rigueur de ses travaux scientifiques, son inépuisable curiosité intellectuelle, la ferveur qu'il mettait à transmettre sa passion pour l'ethnographie traditionnelle, tout cela lui valait l'estime des élèves un peu broillons que nous étions.

L'homme était à la hauteur du savant. Parce qu'il était généreux dans ses rapports avec collègues et étudiants, et d'une politesse exquise qu'il n'existe plus guère aujourd'hui, l'estime que nous avions tous pour lui se transformait, chez quelques-uns d'entre nous, en admiration. Celui que nous appelions affectueusement *le Grand Luc* — mais jamais en sa présence! — n'avait que faire d'un tel sentiment. Il avait gardé de sa Beauce natale une franchise et une simplicité intactes.

Les contes, les légendes et les chansons qu'il a recueillis, répertoriés et analysés constituent un don immense à la collectivité. Il se désolait, il y a quelques années, qu'on n'en prit pas tout le soin qu'il souhaitait. Dans ses enquêtes sur le terrain, il éprouvait un vif sentiment d'urgence. Il fallait recueillir ce qui d'un jour à l'autre risquait de se perdre, emporté par la mort, au bout de son âge, de quelque vieux conteur de chantiers. Il n'appréciait pas davantage que de soi-disant folkloristes trafiquassent les anciennes chansons à des fins de commerce. Il savait, lui, que les paroles du *Rapide blanc* n'étaient pas d'Oscar Thiffaut...

Luc Lacourcière fut aussi professeur de littérature québécoise. De sa voix douce et chantante, un peu haut perché, il nous entretenait de ses auteurs favoris, Émile Nelligan, vocation précoce tragiquement interrompue, ou Philippe Aubert de Gaspé père, vocation on ne peut plus tardive. Il s'amusait de ce contraste. Ceux qui ont eu le bonheur de travailler à ses côtés n'oublieront jamais ce qu'ils lui doivent surtout: une connaissance intime de la vraie histoire de notre peuple, dans ses gestes et dans ses mots.

### La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de « LA PRESSE » et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe » — Enregistrement numéro 1400 — Port de retour garanti.

RENSEIGNEMENTS	285-7272		
ABONNEMENTS	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.		Commandes ou corrections	285-7111
		le lundi au vendredi de 9h à 17h	
REDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	
PROMOTION	285-7100	Détachés	285-7202
COMPTABILITÉ	285-6892	National, Télé-Press	285-7506
Grandes annonces	285-6900	Vacances, Voyages	285-7265
annonces classées		Carrières et professions, nominations	285-7320



## DEPECHE

## URSS

## L'affaire Ligatchev rebondit

M. Egor Ligatchev, membre du Bureau politique du Parti communiste de l'Union soviétique, a porté plainte contre le juge d'instruction Nikolai Ivanov, élu triomphalement député de Léningrad après avoir publiquement, vendredi, à la télévision de cette ville, impliqué dans des affaires de corruption le chef de file des conservateurs en URSS, selon l'agence de presse officielle Novosti.

## ARGENTINE

## Succession

Le président Raul Alfonsín a refusé hier la démission du gouvernement argentin, deux jours après la défaite du parti au pouvoir aux élections présidentielle et législative de dimanche. Alfonsín a demandé aux ministres de l'Intérieur Enrique Nosiglia de prendre contact avec le président élu, Carlos Menem, candidat de l'opposition péroniste, pour entamer des discussions sur les sept mois de transition qui précéderont la passation de pouvoir.

## ANGOLA

## Efforts de paix

Les sept chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique centrale et australe réunis hier à Luanda autour du président angolais José Eduardo Dos Santos ont décidé d'encourager les efforts de réconciliation et d'appuyer le plan de paix angolais. Dans un communiqué final, les présidents Sassou Nguesso (Congo), Omar Bongo (Gabon), Mobutu Sese Seko (Zaire), Joaquim Chissano (Mozambique), Kenneth Kaunda (Zambie), Manuel Pinto Da Costa (Sao Tome et Principe) ainsi que le premier ministre zimbabwéen se sont déclarés prêts à appuyer le plan de paix, notamment par la coordination des efforts en vue de mettre fin aux ingérences dans les affaires internes de l'Angola et de garantir la sécurité et la stabilité tout le long des frontières angolaises.

## EUROPE

## L'avenir des SNF

À deux semaines du sommet de l'OTAN (29-30 mai), les Pays-Bas ont rejeté hier toute idée de négociations dans l'avenir immédiat sur les armes nucléaires tactiques (SNF — moins de 500 km de portée), jetant ainsi un pavé dans la mare du gouvernement de Bonn qui préconise l'ouverture « prochaine » de pourparlers est-ouest sur cette catégorie d'armements. « Actuellement, il n'y a aucune base réaliste de négociations sur des réductions mutuelles en vue de parvenir à des plafonds égaux de missiles terrestres » de cette catégorie, a déclaré le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans van den Broek.

## GRANDE-BRETAGNE

## Heath contre Thatcher

L'ancien premier ministre britannique Edward Heath a accusé hier Mme Margaret Thatcher de vouloir « briser la Communauté » européenne en s'opposant systématiquement aux initiatives de la Commission européenne. M. Heath, qui a négocié l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE en 1972, a également estimé que le manifeste électoral conservateur pour les élections européennes du 15 juin se caractérisait par l'« autoritarisme » et la « dictature ». Selon M. Heath, les premiers mots de ce document encore non publié sont : « Nous devons définir les objectifs de la Communauté », ce qui revient à « dire aux autres ce qu'ils ont à faire ».

## AFRIQUE DU SUD

## Le Canada et l'apartheid

Les relations du Canada avec le Congrès national africain (ANC) laissent entendre que le Canada ne s'est pas véritablement engagé dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, selon plusieurs ONG canadiennes. Le représentant de l'ANC au Canada, M. Peter Mahlangu, partage cette opinion. « Le gouvernement canadien, dit-il, ne fait pas grand chose, même si la situation se détériore en Afrique du Sud. Les dirigeants canadiens ne sont pas vraiment sérieux sur la question des réformes en Afrique du Sud. Nous avons reçu beaucoup de promesses et nous pensons que le gouvernement canadien était sérieux. Depuis, rien n'a bougé. »

## Les habitants de Gaza sont « interdits de séjour » en Israël

d'après AFP, AP, UPI et Reuter  
JERUSALEM

Pour la première fois depuis le début de l'Intifada, en décembre 1987, l'armée israélienne a ordonné, lundi soir, aux Palestiniens de la bande de Gaza travaillant en Israël, de rentrer immédiatement dans la bande de Gaza placée sous couvre-feu général, a-t-on indiqué de sources militaires, sans préciser les raisons de ces mesures.

Dès l'annonce de cette mesure exceptionnelle, effective depuis lundi à 19h30 locales (16h30 GMT), des milliers de Palestiniens de cette région ont commencé à rentrer chez eux et ce mouvement se poursuivait toujours, hier matin, provoquant de sérieux embouteillages à l'entrée nord du territoire de Gaza, a-t-on précisé de même source.

La police chargée de contrôler l'application de cet ordre sur l'ensemble du territoire israélien a lancé des opérations de ratissage dans la région de Tel Aviv, où travaillaient la majorité des 50 000 à 60 000 Gaziotes employés en Israël.

La police a également lancé un appel, par le biais de la radio nationale, aux employeurs israéliens pour qu'ils prévoient leurs salariés gaziotes de rentrer immédiatement chez eux, a annoncé un porte-parole de la police israélienne.

Jusqu'à présent, l'armée n'avait jamais contraint les Palestiniens à rentrer immédiatement dans les secteurs sur lesquels elle avait imposé un couvre-feu, notent les observateurs.

Le couvre-feu général imposé sur ce territoire de 700 000 habitants sera en vigueur jusqu'à « nouvel ordre » et l'accès de la bande de Gaza sera interdit à la presse, sauf pour les journalistes accompagnés par un porte-parole de l'armée, a-t-on précisé de sources militaires.

Par ailleurs, un Palestinien grièvement blessé dimanche par deux policiers israéliens qu'il avait tenté d'abattre est décédé hier à l'hôpital Ramban de Haïfa

(nord d'Israël), a-t-on indiqué de sources hospitalières.

On rapporte aussi que deux Palestiniens ont été tués et 11 autres ont été blessés hier après-midi par les tirs de soldats ou de colons israéliens dans les territoires occupés.

Enfin, quatorze notables Palestiniens ont catégoriquement rejeté, hier, le plan israélien de paix après avoir rencontré le ministre de la Défense Yitzhak Rabin au siège de l'administration civile israélienne de Gaza.

## Les États-Unis attendent des preuves d'un éventuel arrêt des livraisons d'armes soviétiques au Nicaragua

Agence France-Presse

WASHINGTON

Les États-Unis ont déclaré hier qu'ils attendaient des preuves de l'arrêt des fournitures d'armes au Nicaragua par l'Union Soviétique pour juger de la sincérité des intentions de M. Mikhaïl Gorbatchev concernant ce pays.

« Confirmer que les fournitures d'armes (au Nicaragua) ont cessé de prendre des mois », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, tout en admettant qu'une poursuite des arrivages ne signifierait pas nécessairement une mauvaise foi soviétique car ces armes pourraient avoir été expédiées avant la décision d'arrêter les fournitures ou provenir d'autres pays que l'URSS.

Selon des sources proches de l'administration, M. Gorbatchev a informé par lettre le président George Bush que Moscou avait cessé ses envois d'armes à Managua.

M. Fitzwater s'est refusé à confirmer ou à démentir l'existence de cette lettre. Mais, a-t-il dit, « nous n'avons aucune preuve d'un arrêt des livraisons, une aide militaire continue d'arriver au Nicaragua ». « Bien sûr, cette aide peut avoir été expédiée il y a longtemps ou elle peut venir d'un pays tiers comme Cuba », a ajouté le porte-parole.

## L'Égypte invitée à réintégrer la Ligue arabe

d'après AFP et Reuter

LE CAIRE

L'Égypte a été officiellement invitée au sommet arabe extraordinaire prévu pour le 23 mai à Casablanca, au Maroc, a annoncé hier l'agence Mena, en précisant que le président Hosni Moubarak avait reçu l'invitation du roi Hassan II lui-même.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères a pour sa part été invité à la réunion préparatoire au sommet, le 20 mai.

La presse cairote avait affirmé jusque là que l'Égypte, exclue de la Ligue arabe après la signature du traité de paix égypto-israélien de Camp-David, en 1979, ne prendrait pas part au sommet si elle n'y était pas invitée au même titre que les autres États membres. Elle rejetait aussi le scénario selon lequel les chefs d'État se réuniraient avant l'ouverture solennelle du sommet pour décider de la réintégration de l'Égypte au sein de la ligue.

Ce scénario, selon la presse égyptienne, était « peu compatible avec la dignité de l'Égypte ».

La plupart des pays arabes ont rétabli les relations diplomatiques avec l'Égypte à partir de novembre 1987, à la suite du sommet d'Amman, mais l'invitation au sommet de Ca-

sablanca représente le fruit de 10 années de patience.

C'est la Syrie qui a levé le dernier obstacle à cette réintégration formelle, en faisant savoir, il y a trois jours, qu'elle ne s'opposerait pas à la venue de Moubarak au Maroc. Avec le Liban et la Libye, la Syrie est l'un des derniers pays arabes à n'avoir pas rétabli les liens avec Le Caire.

Le processus de réintégration de l'Égypte à la Ligue arabe a commencé en fait avec la guerre du Golfe, où l'État arabe le plus peuplé et le plus puissant militairement a jeté son poids dans la balance du côté irakien. Par ailleurs, Moubarak a pris ses distances par rapport aux Accords de Camp-David et sert de lien à la fois entre l'OLP et les États-Unis, et entre Israël et les Arabes, appuyant l'autodétermination palestinienne.

De source informée à Damas, on indique que le président Hafez al-Assad souhaite, en contrepartie, « la compréhension de la Ligue arabe vis-à-vis de la position de la Syrie au Liban ». La ligue s'active depuis plusieurs semaines à faire taire les armes dans ce pays, à amener les parties libanaises à la négociation et à obtenir le départ de toutes les forces étrangères, israéliennes, syriennes et iraniennes.

## L'OFFRE SE TERMINE VENDREDI

8,9%

L'OFFRE DE FINANCEMENT À 8,9% PREND FIN VENDREDI, LE 19 MAI.  
PROFITEZ DE CE TAUX À L'ACHAT DE L'UN DES MODÈLES FORD SUIVANTS : FESTIVA, ESCORT, MUSTANG, PROBE, TEMPO, TAURUS, RANGER, BRONCO II OU CAMIONS DE LA SÉRIE F.

LE CONCESSIONNAIRE **FORD** DE VOTRE LOCALITÉ.

ON VOUS DÉFIE DE TROUVER MIEUX.

**ACTION FORD LTÉE**  
Montréal 731-8271

**AVENUE FORD LTÉE**  
Roxboro 685-1330

**CASCADE FORD**  
Verdun 766-8521 / LaSalle 363-7210

**CHARTRAND FORD LTÉE**  
Laval 382-4020

**CHOMÉDEY FORD LTÉE**  
Laval 688-9200

**COUSINEAU FORD**  
Montréal 384-4000

**FORTIER AUTO LTÉE**  
Ville d'Anjou 353-9821

**JACQUES OLIVIER FORD LTÉE**  
Saint-Hubert 445-3673

**LACHINE FORD INC.**  
Lachine 637-5811

**LE SALON FORD LTÉE**  
Saint-Laurent 332-3850

**MONTMORENCY FORD LTÉE**  
Brossard 678-9940

**MONT-ROYAL FORD INC.**  
Montréal 526-9111

**P.E. BOISVERT AUTO LTÉE**  
Boucherville 655-1301

**VERSAILLES FORD LTÉE**  
Montréal 376-8180

**AUTOMOBILES MÉTRO SUD INC.**  
Châteauguay 691-9811

**CARIGNAN FORD**  
Carignan 658-8704

**GARAGE VIAU LTÉE**  
Saint-Rémi 454-7501

**GRANDY AUTORAMA INC.**  
Granby 378-4638

**LES AUTO. MISTRAL INC.**  
Saint-Jean-sur-le-Richelieu 658-8511

**MONT-BRUNO FORD**  
Saint-Basile-le-Grand 653-3613

**AUTO. DES SEIGNEURS INC.**  
Terrebonne 471-6601

**AUTO HECK FORD INC.**  
Sainte-Thérèse Blainville 430-9181

**AUTOS J.-G. PINARD & FILS INC.**  
Sainte-Julienne 831-2211

**BRUNELLE FORD LTÉE**  
Saint-Eustache 491-1110

**CENTRE-VILLE FORD**  
Joliette 759-7750

**ÉLITE FORD (1978) INC.**  
Saint-Jérôme 434-1233

**GARAGE P. VENNE INC.**  
Repentigny 581-0120

**BEDFORD FORD INC.**  
Bedford 248-3388

**CAMPI FORD INC.**  
Nitro (Valleyfield) 373-2848

**DERAGON AUTO INC.**  
Cowansville 263-0101

**DESROSIERS FORD INC.**  
Sainte-Agathe-des-Monts  
1 800 567-6702

**MONT-LAURIER FORD LTÉE**  
Mont-Laurier 623-2311

**MACHABÉE AUTO INC.**  
Labelle 686-2351

**MOUSSEAU AUTOMOBILE LTÉE**  
Berthierville 836-7061

**NAPIERVILLE FORD (1984) INC.**  
Napierville 245-3361

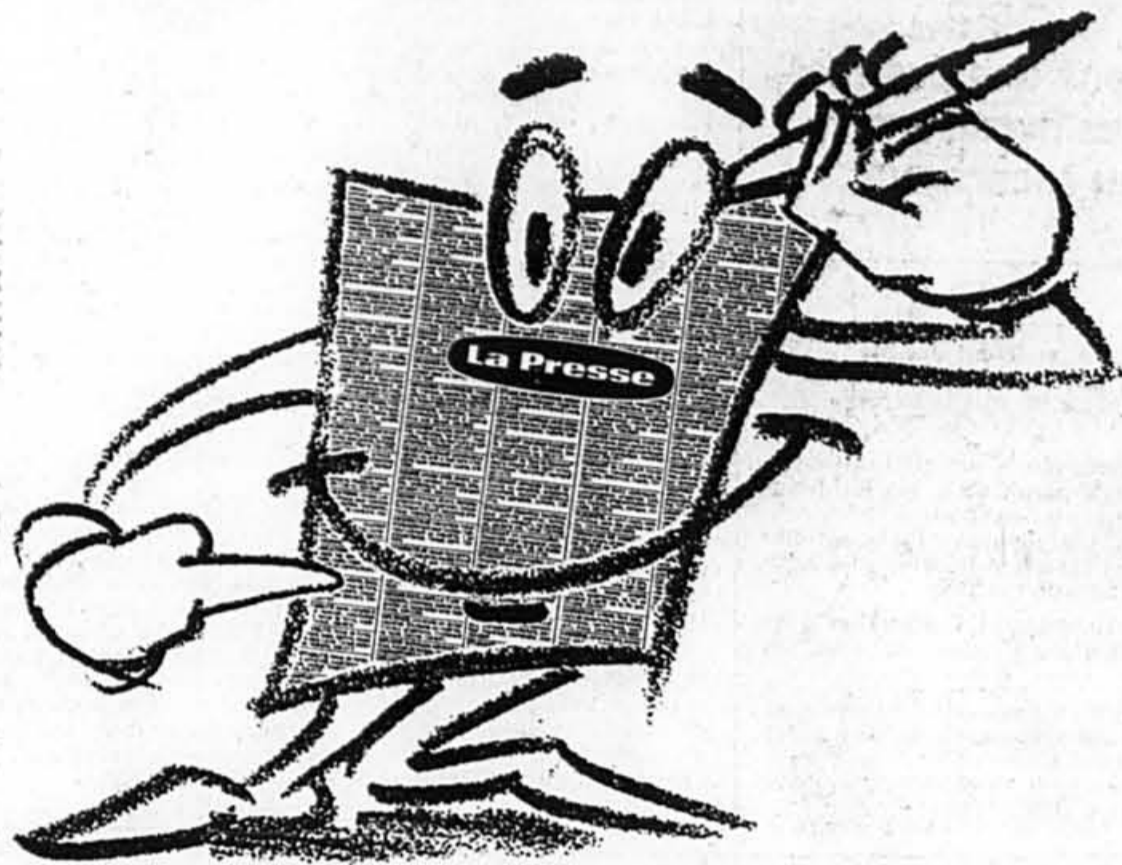
**ROGER BERNARD AUTO INC.**  
Île Perrot 453-5850

**SAINT-JOVITE FORD INC.**  
Saint-Jovite 425-2767

**YANASKA AUTO (1968) INC.**  
Saint-Hyacinthe 861-5028

\*Le financement à 8,9% est offert à l'achat des véhicules neufs 1989 et 1988 suivants: Festiva, Escort, Mustang, Probe, Tempo et Taurus, ainsi qu'à l'achat des camions légers Ranger, Bronco II et ceux de la série F. Vous devez faire votre choix parmi les modèles en stock chez votre concessionnaire. Le financement à 8,9% est valable sur le montant total financé, à la condition que le contrat soit d'une durée de 12 à 24 mois. Un financement prolongé est aussi offert à des taux favorables: 9,9% de 25 à 36 mois, 10,9% de 37 à 48 mois. Sur approbation du crédit. Obtenez tous les détails chez le concessionnaire Ford participant de votre localité.

# Étudiants étudiantes



## annoncez-vous dans La Presse gratuitement

**La Presse**

**VOUS AIDE À TROUVER UN EMPLOI D'ÉTÉ.**

**VOICI COMMENT PROCÉDER:**

- avoir 16 ans ou plus
- remplir le formulaire d'inscription ci-joint — maximum 15 mots
- La Presse doit avoir reçu le formulaire avant midi le mercredi 24 mai.

Votre annonce paraîtra dans La Presse du dimanche 28 au mardi 30 mai sous la rubrique «Je m'annonce».

**Exemples:**

**MENUISERIE:** habileté pour travaux semi-finis, expérience, secteur Rosemont, Albert, 123-0000.

**NATATION:** cours de sauveteur, disponible pour piscine ou plage, week-ends inclus. Raphaël, 333-0000.

**GARDERIE:** enfants tous âges, expérience, soirs et week-ends. Nathalie, 123-4567.

**MÉCANIQUE:** travaux légers dans automobile, expérience garage l'été. Pierre, 123-1111.

En collaboration avec



**BON D'INSCRIPTION**

Postez à l'adresse suivante: La Presse, «Je m'annonce», 7, rue Saint-Jacques, Montréal, QC H2Y 1K9

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_ APP. \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

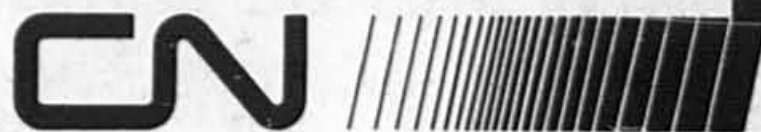
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉL.: (maison) \_\_\_\_\_ ÂGE \_\_\_\_\_

ÉCOLE \_\_\_\_\_

SIGNATURE \_\_\_\_\_

Maximum 15 mots - Lettres moulées SVP - 1 mot par espace


**AVIS LÉGAUX - APPEL D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS**



**AVIS**

Dans le cadre des programmes annuels d'entretien de ses propriétés, le CN informe la population des localités qui longent les voies principale et secondaire sur l'île de Montréal et de la Rive-Sud entre Saint-Rémi et Richmond, que des produits herbicides seront utilisés sur l'emprise de la voie ferrée.

Andrews Agrichemicals effectuera pour le compte du CN les travaux d'épandage.

L'utilisation de ces produits ainsi que les secteurs à contrôler ont été approuvés par le ministère de l'Environnement. Le public peut obtenir toutes informations supplémentaires en s'adressant au CN en composant le numéro de téléphone (514) 399-7844/8200.

Le travail devrait s'échelonner sur une période de quelques semaines à partir du début du mois de juin 1989.

**CORRECTION**

Dans notre circulaire pour la semaine du 15 au 20 mai, contrairement à ce que nous avons annoncé en page 21, le prix de 40,99 \$ de la

**PRÉPARATION LACTÉE POUR NOURRISSON ENFALAÇ** vaut pour 12 boîtes de 945 mL et non 24 boîtes.

Nous nous excusons des inconvenients causés à notre aimable clientèle.



Emploi et Immigration Canada de concert avec la Commission de l'immigration et du statut de réfugié tiendra une séance d'information sur L'ARRIERE DES REVENDECTIONS DU STATUT DE RÉFUGIÉ les jeudi et vendredi, 18 et 19 mai à 19 h 30 à l'Université McGill, Édifice Stuart de la Biologie, Pièce S14, 1205 rue Dr Penfield.

Une invitation particulière s'adresse à ceux qui revendiquent le statut de réfugié. Un interprète des langues anglaise et espagnole sera disponible à la séance du jeudi, 18 mai et un interprète des langues anglaise et Tamil sera présent le vendredi, 19 mai.

**Avis de vente par lot**

C.T.M.E. INC.  
898 Providence  
Repentigny (Québec)  
J6A 7A5  
(514) 585-9418

Vente par lot de figurines, jeux, jouets et matériel éducatif importés et / ou fabriqués au Québec.

**Description:**

**Lot 1:** Environ 35000 figurines Youppi, mascotte des Expos de Montréal, en PVC, 2 1/4 pouces, valeur approximative au détail de 70000\$.

**Lot 2:** Environ 26000 figurines Snorky, dessins animés à la Télévision, en PCV, 2 1/4 pouces, valeur approximative au détail de 65000\$.

**Lot 3:** Environ 2350 ensembles de figurines articulées du monde d'Astérix, grosseur et quantité variées d'éléments par ensembles, valeur approximative au détail de 22000\$.

**Lot 4:** Environ 130 ensembles de figurines de qualité du Moyen-Âge, Stralux, peintes à la main, valeur approximative au détail de 3700\$.

**Lot 5:** Environ 650 bas de Noël de 24 pouces et 4460 bas de 8 pouces de belles valeurs, valeur approximative au détail de 20000\$.

**Lot 6:** Environ 235 ensembles Pipo de maquillage, de coiffure, de fruits et légumes et de mallettes pour enfants, quantité d'éléments variés dans un ensemble, valeur approximative de 24000\$.

**Lot 7:** Jeux et jouets variés, Duplo et autres, valeur approximative au détail de 5000\$.

**Lot 8:** Matériel éducatif scolaire de la maison Deva, France, disques, livres et diapositives pour professeurs et/ou commissions scolaires, valeurs variées, valeur approximative au détail de 96000\$.

Les biens pourront être inspectés à l'adresse susmentionnée. Les ventes seront faites au comptant ou par chèque certifié. Il sera possible de briser les lots selon l'ensemble et les prix des soumissions.

**LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN**

**APPEL D'OFFRES**

La Commission des Écoles Catholiques de Verdun recevra jusqu'à 14 h le mardi 6 juin 1989 à son siège social au 1100, 5e Avenue, Verdun, des offres sous enveloppes scellées pour:

«Centre de formation professionnelle de Verdun».

- CARROSSERIE: A) Équipement B) Matériel périssable
- COMMERCE: A) Micro-ordinateurs IBM PS/2 Mod. 30E01-286 Imprimante Fujitsu DX 2200 type F B) Mobilier informatique (Roy & Breton)
- DESSIN PUBLICITAIRE: Micro-ordinateurs MAC II
- FIBRE DE VERRE: Matériel périssable
- MÉCANIQUE AUTOMOBILE: A) Outillage B) Matériel périssable C) Équipement

Les formulaires devront être dactylographiés, remplis au complet et adressés au soussigné.

Les soumissionnaires pourront se procurer les documents à compter du jeudi 18 mai 1989 de 8h30 à 16h30 auprès de M. Pierre Lamanque, responsable des achats, au 1100, 5e Avenue, Verdun.

Les soumissionnaires sont invités à l'ouverture des appels d'offres en public, qui aura lieu le mardi 6 juin 1989 à 14 h à la salle des réunions de La Commission des Écoles catholiques de Verdun, 1100, 5e Avenue, Verdun.



Jacques PLANTE  
Directeur général

**Travaux publics Canada / Public Works Canada**

**APPEL D'OFFRES**

LES SOUMISSIONS CACHETÉES, visant le(s) entreprise(s) ou service(s) énuméré(s) ci-après, adressées, au Gestionnaire régional, politique et administration des contrats région du Québec, Travaux publics Canada, Complexe Guy-Favreau, 200 ouest, boul. René-Lévesque, Tour est, 6e étage (si par courrier, pièce 702-14), Montréal (Québec) H2Z 1X4 seront reçues jusqu'à 15 h, à la date limite indiquée. On peut se procurer les documents de soumission par l'entremise du bureau de distribution à l'adresse précitée. Téléphone: 283-2497.

**SERVICE**

Appel d'offres no 391-242-1  
Offre permanente de service de manutention  
Complexe Guy-Favreau  
200, boul. René-Lévesque ouest  
MONTRÉAL (Québec)  
Date limite: le mercredi 7 juin 1989  
Dépôt: 50 \$

Informations générales:  
Tél.: (514) 283-2497 / 6554  
Informations techniques:  
Tél.: (514) 283-0913 / 7876

**INSTRUCTIONS:**

Le dépôt afférent aux plans et devis doit être établi à l'ordre du Receveur général du Canada. Il sera remboursé sur retour des documents en bon état dans le mois qui suivra le jour de l'ouverture des soumissions.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.



**LE MARDI 23 MAI 1989 à 10h30 précises**

**PRÉAVIS D'ENCAN**

Suivant les instructions des administrateurs, nous vendons les biens excédentaires appartenant à:

**PRECI SYSTEMS INTERNATIONAL INC.**  
4150, boul. Poirier,  
Ville Saint-Laurent (Mtl) Québec  
FABRICANT DE COMPOSANTES DE PRÉCISION POUR L'AÉROSPATIALE

**ENCAN COMPRENANT:**  
Postes d'usinage hor. et vert. CNC et NC • Postes de tournage • Fraiseuses CNC • Machine EDM CNC • Mandrin CNC • Fraiseuses • Tours • Pantographes Deckel • Meules • Perceuses • Scies • Presse 250 tonnes • Atelier d'inspection • Outillage • Équipement de fabrication • Chariots élévateurs • Acier d'outillage • Etc.

**INSPECTION**  
**LES VENDREDI 19 et LUNDI 22 MAI, de 9 h à 17 h**  
**NOTRE ANNONCE DU SAMEDI 20 MAI DONNERA TOUS LES DÉTAILS**



**CANADIAN INDUSTRIAL AUCTIONEERS**

Toronto (416) 454-2806 ENCANTEURS ET ÉVALUATEURS Montréal (514) 933-1151 FAX (416) 457-9810 FAX (514) 934-2335

Suite des Avis légaux, Appels d'offres, Soumissions et Encans en pages B 7, B 8 et E 7



**REPENTIGNY**

**APPEL D'OFFRES**

**PISCINE EXTÉRIEURE ET CHALET**  
PARC ÉCOLE DE LA PAIX  
Ville de Repentigny  
435, boul. Iberville  
Repentigny, Québec  
J6A 2B6

Architecte:  
Jacques Hébert, architecte  
403, rue St-Claude  
Montréal, Québec  
H2Y 3B6

Ingénieurs en structure  
Aménagements extérieurs  
Mécanique et électricité  
Caza, Laflamme et Associés  
Ingénieurs Conseils  
629, rue Notre-Dame  
Repentigny, Québec  
J6A 2V5

La Ville de Repentigny, propriétaire, demande des soumissions pour la construction de la piscine, de la pataugeoire, des aménagements extérieurs et du chalet au parc-école de la Paix, à Repentigny.

Seuls sont autorisés à soumissionner, pour l'exécution des travaux, les entrepreneurs en construction au sens de la loi sur la qualification des entrepreneurs de construction (1975, L.Q., chapitre 53) qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec.

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus au bureau du propriétaire le lundi 15 mai 1989 après 14 h contre un dépôt de cent dollars (100\$) dont cinquante dollars (50\$) seront remis au soumissionnaire s'il remet les plans et devis en bon état, dans les trente (30) jours suivant l'ouverture des soumissions.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé au montant de cinquante-trois mille dollars (53 000\$) à l'ordre du propriétaire: Ville de Repentigny ou d'un cautionnement de soumission établi au même montant pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, chacun égal à cinquante pour cent (50%) du montant du contrat.

Les soumissions (l'original et deux copies), dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné, seront reçues à l'hôtel de ville à Repentigny (Québec) jusqu'à 11 h 30, heure en vigueur localement, le premier jour du mois de juin 1989 pour être ouvertes publiquement le même jour, au même endroit et à la même heure.

La Ville de Repentigny ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions présentées et n'encourt aucune responsabilité en regard des pertes ou dommages pouvant résulter de la présentation des soumissions par les soumissionnaires.

Donné à Repentigny, ce 10e jour du mois de mai 1989.  
Le Greffier  
Jean Fafard, o.m.a.

**AVIS LÉGAUX - APPEL D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS**

**ENCAN PUBLIC**

La Ville de LaSalle procédera à un encan public pour divers items non usagés mais ne servant plus à la municipalité.

Ces items comprennent des pièces de plomberie, de chauffage, d'aqueduc, des pièces mécaniques, des pièces électriques et autres.

L'encan aura lieu le samedi 20 mai 1989 à 10 h au garage municipal situé au 7661, rue Bourdeau à LaSalle.

Ville de LaSalle le 15 mai 1989  
Grenier & associés Huissiers  
par Jean Paul Grenier  
tél: 397-9277

**Travaux publics Canada / Public Works Canada**

**APPEL D'OFFRES**

DÉS SOUMISSIONS CACHETÉES, visant l'entreprise mentionnée ci-après adressées au Gestionnaire de district, Direction du contrôle, Travaux publics Canada, 189 rue Prince William, C.P. 7350, Succursale «A», Saint John, N.B., E2L 4J4, seront reçues jusqu'à 15:00 à la date limite déterminée. On peut se procurer les documents de soumission par l'entremise du bureau de distribution des plans, à l'adresse ci-dessous (téléphone: 648-4529).

**ENTREPRISE**  
Numéro 754085 **POUR GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE.**  
Dragage, Chenal de la Miramichi  
Comté de Northumberland, N.B.

**Date limite:** mercredi, le 7 juin 1989  
Pour information technique: J. Harriott (506) 648-4303

On peut aussi consulter les documents de soumission aux bureaux des Associations des constructeurs de Saint John, Moncton, Fredericton, Edmundston et Bathurst, N.B., Halifax, N.E., Charlottetown, I.P.E., St. John's, T.N., Montréal, Rimouski, Qc. Willowdale, Ont., et Travaux publics Canada, Halifax, N.E., Montréal, Qc. Willowdale, Ont.

**INSTRUCTIONS**  
Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

**Canada**

**Société québécoise d'assainissement des eaux**

**Travaux dans la ville de Longueuil**  
Comté de Taillon  
Appel d'offres no: 134-4-03-41-14A

Fourniture et installation d'équipements auxiliaires tels pompes, broyeurs à boues, agitateurs, râcleurs, trémie et tuyauterie nécessaires à la déshydratation des boues au centre d'épuration de la rive-sud.

**DOCUMENTS DISPONIBLES:** Consortium Ménilan Gest-Eau Inc., 67, rue Sainte-Elizabeth, Longueuil (Québec) J4H 1J3. Tél.: (514) 670-1810.

**PRIX:** 75,00\$ non remboursable, par chèque visé ou mandat payable à la Société.

**LIEUX DE CONSULTATION:** Consortium Ménilan Gest-Eau Inc.; Ass. de la construction de Montréal et de Québec; ACRGTQ.

**OUVERTURE DES SOUMISSIONS:** Bureau des Consultants Gest-Eau Inc.; a/s M. Gilles Pineault, ing., Ph.D. et directeur général, 67, rue Sainte-Elizabeth, Longueuil (Québec) J4H 1J3. Le mercredi 7 juin 1989 à 15h00.

**GARANTIE DE SOUMISSION** ..... MONTANT: 168 000,00\$

**FORME:** Chèque visé tiré sur une institution bancaire faisant affaires au Québec ou un cautionnement de soumission.

**RENSEIGNEMENTS:**  
Monsieur Gérard Armand, ing. gérant de projet. Tél.: (514) 670-1810  
ou Monsieur Serge Lebel, ing. Tél.: (514) 876-4455.

Seules les personnes, sociétés et compagnies, ayant leur principale place d'affaires au Québec, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société sont admises à soumissionner.

La Société ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Marc Pinsonnault, L.L.B., B.Sc.  
Directeur, gestion des contrats

**Régie de l'assurance automobile du Québec** VOUS AVEZ TOUTE NOTRE ATTENTION

**APPEL D'OFFRES**  
RM-2053-SA-89

La Régie de l'assurance automobile du Québec désire acquérir un système d'insertion «intelligent» pour être livré et installé au 2249, rue Léon-Harmel, Duberger, Québec, ainsi qu'un service d'entretien préventif sur une base régulière et sur appel durant les heures normales de travail, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

**DOCUMENTS DE SOUMISSION**  
Disponibles à compter de mercredi 17 mai 1989 aux heures normales de bureau: 8 h 30 à 12 h, 13 h à 16 h 30.

**Québec:** RÉGIE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC, Direction des ressources matérielles et immobilières 1122, chemin Saint-Louis, 2e étage, local 212 Sillery (Québec) G1S 1E5  
Tél.: (418) 643-8217

**Montréal:** RÉGIE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC 870, boul. Maisonneuve est, 5e étage Montréal (Québec) H2L 4S8  
Tél.: (514) 873-7319

**GARANTIE DE SOUMISSION**  
L'offre des soumissionnaires devra être accompagnée d'une garantie de soumission, sous forme d'un cautionnement fait à l'ordre de la Régie de l'assurance automobile du Québec, par une compagnie habilitée à se porter caution, ou d'un chèque visé à l'ordre de la Régie de l'assurance automobile du Québec, équivalent à 10% de l'offre totale.

Cette garantie sera échangée lors de l'adjudication contre un cautionnement d'exécution équivalent à 50% de la valeur du contrat.

**RÉUNION D'INFORMATION GÉNÉRALE**  
Les firmes sont invitées à assister à une réunion d'information pour répondre aux questions sur tout aspect du cahier des charges. Cette rencontre se déroulera le 23 mai 1989 à 14h au 2249, Léon-Harmel, Duberger, Québec.

**DATE ET HEURE DE CLÔTURE**  
Le jeudi 1er juin 1989 à 15 h.

Les soumissionnaires pourront assister à l'ouverture des soumissions qui se tiendra au 1122, chemin Saint-Louis, 2e étage, salle 214-B à Sillery, immédiatement après l'heure de clôture.

Seules les soumissions des firmes ayant une place d'affaires au Québec seront considérées aux fins d'octroi des contrats.

La Régie de l'assurance automobile du Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres reçues.

Le Directeur des ressources matérielles et immobilières.

Jean-Pierre Tassé

**Participation: Montréal veut battre Boston**

Après avoir établi à deux reprises sa supériorité sur Toronto lors des défis Participation, Montréal se mesure maintenant à sa belle voisine du sud, Boston.

Le maire Raymond L. Flynn a accepté de relever le défi que lui a lancé le maire Doré. Deux émissaires bostonnais étaient d'ailleurs venus le confirmer à Montréal hier, lors de lancement de cette opération.

Brian Wallace, directeur des projets spéciaux au cabinet du maire Flynn, et Terry O'Reilly, des Bruins de Boston, ont indiqué que Boston sera peut-être plus difficile à battre que Toronto. Et cela, même si les Canadiens de Montréal ont éliminé les Bruins en cinq matches, récemment.

Avis donc aux Montréalais: le Défi CrownVie Participation se déroulera le mercredi 31 mai. Tous sont invités à faire alors 15 minutes d'activité physique, et à inscrire leur participation en signalant le 843-YMCA.

La ville qui aura recueilli le plus grand nombre de participants verra son drapeau flotter devant l'hôtel de ville de sa rivale jusqu'au 4 juin.

C'est le YMCA qui coordonne les opérations. Il le fait à Montréal depuis trois ans, et celui de Boston lui emboîte maintenant le pas. Son porte-parole montréalais indique que des écoles, des garderies et plusieurs entreprises organiseront alors des activités pour leurs employés avec l'appui des chambres de commerces.

Montréal entend battre son propre record de 510 750 participants. «Le but de cette entreprise est de faire de nos concitoyens une population en bonne forme physique, indique le maire Doré. Avec, en prime, le plaisir de relever un défi collectif.»

François Lagarde, directeur général de Participation, annonce d'ailleurs que le défi s'étend maintenant à 370 villes du Canada, des États-Unis, de France et d'URSS.

Commanditée depuis cinq ans par CrownVie, le défi reçoit aussi l'appui financier ou logistique de Bell, Northern Telecom et Media-com.

**RÉSISTACHE**  
CERTIFIÉ PAR DU PONT

**VENTE DE TAPIS 4 POUR 1**

**LE TOUT POUR \$25<sup>99</sup> LA V. CAR.**

1. Vous obtenez le tapis Résistache de première qualité,
2. Vous obtenez le sous-tapis de première classe,
3. Vous obtenez l'installation garantie à vie,
4. Nous payons la taxe provinciale,

**Douglas & Desjardins**

3856 Côte Vertu Ville Saint-Laurent **336-1234**

1875, rue Panama Brossard (coin du boul. Taschereau, une rue à l'est du Pont Champlain)

**LES 4 POUR 1 SEUL BAS PRIX**

Faites l'expérience de ce luxueux Saxonia velu au fini moiré offert dans les plus récentes couleurs décoratives. Ce tapis est du type Résistache\* certifié par Dupont: garantie de cinq ans sur la résistance aux taches, garantie de dix ans contre l'usure et la statique.

Jusqu'à épuisement des stocks **\$25<sup>99</sup> la v. car.**

\*Marque de certification de E.I. du Pont de Nemours & Company

**LES CHAUSSURES VOLENT LA VEDETTE À LA BAIE**

<p><b>40\$ DE RABAIS</b></p> <p><b>CHAUSSURES DE MARCHÉ TOUT CONFORT ROCKPORT POUR HOMME</b></p> <p>Modèle de fin de série à tige en cuir et revers coussiné. Doublure entièrement coussinée et semelle légère Vibram antichoc. Ton havane. Pointures 8 à 12, largeur moyenne. Modèle M2105. Ord. 110\$. Solde 69,99 la paire. Chaussures tout-aller pour homme, rayon 368.</p>	<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>TOUTES LES CHAUSSURES NATURALIZER</b></p> <p>Tout un choix d'escarpins, de tout-aller, de sandales et de chaussures de marche. En plein le temps de faire provision de chaussures tout confort à la Baie! Chaussures pour femme, rayons 262 et 835. Le choix des pointures, modèles et couleurs varie selon le magasin.</p>	<p><b>39<sup>99</sup></b></p> <p><b>TOUTES LES CHAUSSURES CALICO POUR FEMME</b></p> <p>Choisissez votre modèle favori parmi nos chaussures habillées et tout-aller aux fraîches couleurs printanières. Pointures 5½ à 10. Le choix varie selon le magasin. Ord. 44\$ à 56\$. Solde 39,99 la paire. Chaussures pour femme, rayon 262.</p>	<p><b>9<sup>99</sup></b></p> <p><b>CHAUSSURE HABILÉE BARBIE POUR FILLETTE</b></p> <p>Tige effet cuir verni, bride réglable et semelle monobloc flexible. Noir. Pointures 5½ à 13½, 1 à 4. 9,99 la paire. Chaussures pour enfant, rayon 445.</p>
<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>TOUTES LES CHAUSSURES TENDER TOOTSIE POUR FEMME</b></p> <p>Escarpins, tout-aller, sandales habillées, tongs, etc. Choisissez le printemps à la Baie! Pointures, modèles et couleurs variés. Chaussures pour femme, rayons 262 et 835. Le choix varie selon le magasin.</p>	<p><b>29<sup>99</sup></b></p> <p><b>BOTTILLON DE RANDONNÉE POUR HOMME</b></p> <p>Bottillon en suède de la compagnie Mont Everest Supply. Attaches de lacage en D et 5 oeillets. Tige en nylon hydrofuge, isolation légère, semelle robuste flexible. Ton havane. Pointures 7 à 12 sans demie. 29,99 la paire. Chaussures tout-aller pour homme, rayon 368.</p>	<p><b>25% DE RABAIS</b></p> <p><b>SANS GÊNE MUNN BUSH POUR HOMME</b></p> <p>Fourreau tubulaire fait main en peau de chevreau. Semelle et doublure en cuir. Noir. Pointures 7½ à 11. Ord. 80\$. Solde 59,99 la paire. Chaussures pour homme, rayon 368.</p>	<p><b>LOT DE SACS À MAIN À PRIX DÉJÀ RÉDUIT</b></p> <p>Super choix de modèles, couleurs et matières. 4,99 à 69,99 ch. Sacs à main, rayons 210 et 829. Le choix varie selon le magasin.</p> <p><b>4<sup>99</sup> à 69<sup>99</sup></b></p>

**LE SOLDE COMMENCE DEMAIN ET SE TERMINE LE 20 MAI 1989**

● Centre-ville de Montréal: lun. à mer., 10 h à 18 h; jeu. et ven., 10 h à 21 h; sam., 9 h à 17 h  
● Succursales: lun. à mer., 9 h 30 à 18 h; jeu. et ven., 9 h 30 à 21 h; sam., 9 h à 17 h  
● Centre-ville de Montréal 281-4422 ● Boulevard 728-4571 ● Centre Rockland 739-5521 ● Centre Laval 588-8970  
● Carrefour Laval 687-1540 ● Fairview, Pointe-Claire 697-4870 ● Galeries d'Anjou 353-3300 ● Jardins Dorval 631-6741  
● Mail Champlain 466-3220 ● Place Versailles 354-8470 ● Place Vertu 332-4550 ● Promenades St-Bruno 653-4455

**SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!**

Suite des Avis légaux, Appels d'offres, Soumissions et Encans en pages B 6, B 8 et E 7



**AVIS LÉGAUX - APPEL D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS**

**APPEL D'OFFRES  
VILLE DE ST-ANTOINE**

La Ville de St-Antoine demande des soumissions pour les régimes d'assurance collective vie, maladie, salaire à court terme et à long terme protégeant ses employés.

Les officiers autorisés des compagnies d'assurance sont invités à se procurer le cahier des charges au bureau de MLH + A inc., 1140, boul. de Maisonneuve ouest, bureau 1401, Montréal, à compter de la date de publication du présent avis.

Les soumissions doivent être remises au bureau du greffier de la Ville de St-Antoine, 854, boul. St-Antoine, St-Antoine (Québec), J7Z 3C5, sous pli scellé en deux exemplaires et identifiés «Soumission pour assurance collective» le mercredi 7 juin 1989 avant 15 h.

Elles seront ensuite ouvertes publiquement le même jour et à la même heure, dans la salle du conseil.

La Ville de St-Antoine ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Donné à St-Antoine, ce dix-septième jour de mai mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

Le Greffier,  
Serge Forget

**AVIS**

Avis est par les présentes donné qu'un contrat signé le 9 août 1985 en vertu duquel toutes les créances présentes et futures de Lily Simon Inc. ont été vendues à la Banque Canadienne Impériale de Commerce, a été enregistré le 12 août 1985 au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 3620947.

Montréal, (Québec) le 9 mai 1989  
Banque Canadienne Impériale de Commerce

**AVIS**

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ, conformément aux dispositions de l'article 31 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (LRQ, chapitre P-16) que les garanties créées en vertu de l'acte de fiducie d'hypothèque, de nantissement et de gage, intervenues entre CANADA LEASE FINANCING LTD. ("Compagnie") et Canada Permanent Trust Company, à titre de fiduciaire, devant Me Gilles Larose, notaire, le 22 avril 1983, et enregistrées au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal le 25 avril 1983, sous le numéro 3350095, sont devenues exécutoires, lesquelles garanties grèvent, inter alia, les comptes-clients et tous les comptes à recevoir de la Compagnie.

Date de Montréal, ce 10e jour de mai 1989.

CHARLES W. BISSEGER,  
Agent pour Canada Trust Company  
(anciennement Canada Permanent Trust Company)  
Fiduciaire en vertu dudit acte de fiducie  
CLARKSON GORDON INC.  
1, Place Ville Marie, bureau 2400  
Montréal (Québec) H3B 3M9

**AVIS DE CESSON DE CRÉANCES**

Conformément à l'article 1571d. du Code Civil, AVIS est par les présentes donné que PÉTROLES ESSO CANADA, DIVISION DE COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE L.TÉE, corporation dont la principale place d'affaires dans la Province de Québec est située dans le district judiciaire de Montréal, cède et transporte à LES PÉTROLES RÉAL POIRIER (1984) INC. toutes les sommes d'argent qui lui sont dues ou qui pourront lui devenir dues par des clients des territoires de Senneville et Lebel sur Quévillon en raison de créances ou comptes de livres, actuels ou futurs, pour marchandises vendues et livrées ou services rendus dans l'exercice normal du commerce dudit cédant à son bureau régional au 10.515, rue Notre-Dame Est à Montréal. Ladite convention de cession de créances fut exécutée le 15 février 1989 devant Me Yves Richard, notaire et enregistrée au Bureau d'enregistrement de la Division d'enregistrement d'Abitibi le 17 février 1989 sous le numéro 269132.

Montréal, le 5 mai 1989.

Pétroles Esso Canada, division de  
Compagnie Pétrolière Impériale Ltee  
10.515, Notre-Dame Est  
Montréal, P.Q.

**la Baie  
Corrections**

Veuillez prendre note des corrections suivantes à apporter au cahier «0 décos (foto 4.3), publié par la Baie, le mercredi 17 mai 1989.

- Page 3. Articles 5: décal.
- Page 6. Articles 11 et 12: pas disponibles.
- Page 11. Article 3: on aurait dû lire 2,99 à 23,99 ch.
- Page 13. Article 6: décal.
- Page 14. Articles 2, 4, 5 et 7: décal.
- Page 15. Articles 5, 6 et 7: décal.
- Page 17. Article 6: décal.
- Page 19. Articles 1 à 19: pas en ton pêche.
- Page 20. Articles 3 et 4: décal.
- Page 21. Articles 10, 11 et 12: décal.
- Page 23. Article 8: pas disponible. Article 18: le vase n'est pas disponible.
- Page 25. Articles 8 et 16: décal.
- Page 26. Articles 1, 1a, 1b et 1c: pas disponibles.
- Page 27. Articles 3 et 3d: décal. Articles 9 à 15: centre-ville de Montréal seulement.
- Page 29. Article 6: décal. Article 7: modèle pour homme seulement. Article 11: on aurait dû lire Ord. 39,99.
- Page 30. Articles 3 pas disponible.
- Page 32. Articles 3 et 4: décal.

NOTRE CLIENTÈLE VOUDRA BIEN EXCUSER CES ERREURS ET CONTRETEMPS.

**VILLE DE  
POINTE-CLAIRE**

**APPEL D'OFFRES**

Ouvrage no: 86028

Règlement no:

Description:

Fournir et installer un système d'éclairage sur la rue Carlisle.

Les soumissions doivent être adressées au Conseil de la Ville de Pointe-Claire et livrées au Gérant de l'Approvisionnement de la Ville, à l'Hôtel de Ville, 451 boul. St-Jean, Pointe-Claire, Québec au plus tard à quinze heures le

**Une cérémonie marque les 25 ans du ministère de l'Éducation**

Presse Canadienne  
QUÉBEC

«La création du ministère de l'Éducation a été l'un des événements les plus décisifs de toute l'histoire politique du Québec au 20<sup>e</sup> siècle», a déclaré hier le ministre de l'Éducation Claude Ryan.

Le ministre prenait la parole à une cérémonie marquant le 25<sup>e</sup> anniversaire du ministère de l'Éducation, à laquelle assistaient quatre anciens ministres de l'Éducation, deux ministres d'État et le premier sous-ministre du ministère, M. Arthur Tremblay, maintenant sénateur, ainsi que le gratin du milieu de l'éducation dans la province.

La cérémonie était présidée par le premier ministre Robert Bourassa lui-même, et y assistaient le président de l'Assemblée nationale Pierre Lorrain, les députés ainsi que les ministres de l'Éducation suivants: MM. Paul Gérin-Lajoie, premier ministre du MEQ dont le mandat a duré de 1964 à 1966; Guy Saint-Pierre, ministre de 1970 à 1972; Jean Bienvenu, ministre en 1976; François Gendron, 1985. Les ministres d'État étaient MM. Gaston Binette, 1964-65, et Jean-Marie Morin, 1968-70.

Les grands absents: MM. François Cloutier, Jérôme Choquette, Raymond Garneau, Jacques-Yvan Morin et Camille Laurin.

Entre les ministres de l'Éducation, a souligné M. Ryan, «il s'est créé une sorte de solidarité tacite dont l'existence confirme à mes

yeux l'aptitude qu'avait notre société à dépasser en ces choses les horizons étroits de la partisanerie politique».

M. Tremblay, salué par M. Ryan comme «le père spirituel de la modernisation de notre système d'enseignement», venait tout juste de lancer, aux Presses de l'université Laval, un volume écrit en collaboration et intitulé: *Le ministère de l'Éducation et son Conseil supérieur de l'éducation*. Un exemplaire de l'ouvrage a été remis à chacun des ministres présents.

Le gouvernement, a déclaré M. Bourassa, tient à rendre hommage et à remercier chaleureusement tous ceux et celles qui, de près ou de loin, ont œuvré et œuvrent toujours, au sein du ministère de l'Éducation.

«Dans tous les coins du Québec, ces hommes et ces femmes ont permis de façonner un système qui, malgré ses inévitables imperfections, constitue un des plus riches actifs du patrimoine collectif des Québécois».

«La création du ministère de l'Éducation, le 16 mai 1964, fut un événement capital à plusieurs points de vue», a souligné de son côté M. Ryan.

Le ministre a adressé un message de gratitude et de solidarité à tous les anciens ministres de l'Éducation, aux nombreux collaborateurs qui les ont assistés et il a rendu hommage aux fonctionnaires de tout rang qui, par leur compétence, leur dévouement et leur loyauté envers les principes fondamentaux du système, en ont assuré le fonctionnement efficace».

**POULET ET FRUITS  
EN  
SALADE**

Tous les jours dès 11h, venez déguster un super repas à super prix! En vigueur à La Chaumaine jusqu'au 30 mai.  
Offert dans certains magasins.

la Baie

**CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL**

**30% ET 33% DE RABAIS**

**FAITES DE BONNES AFFAIRES! COMPLETS, BLAZERS ET PANTALONS DE MARQUES RÉPUTÉES**

**30% DE RABAIS**



**BLAZERS BAY CLUB**  
Confectionnés au Canada en serge de pure laine. Devant droit ou croisé. Marine. 38 à 46 pour la plupart des statures.  
Ord. 195\$ Solde 136,50 ch.  
Vestons sport et blazers pour homme. Rayures 302/303

**PANTALONS HABILÉS FELLINI ET BAYCLUB POUR HOMME**  
Pantalons BayClub en pure laine légère. Noir, pierre, taupe, gris et marine. Tailles 30 à 40.  
Ord. 65\$ Solde 44,99 ch.  
Pantalons d'été Fellini, 55% polyester, 45% laine. Droit ou plissé. Noir, beige, taupe, gris et marine. Tailles 30 à 42.  
Ord. 50\$ Solde 34,99 ch.  
Pantalons rayon 314

**SHIPLEY**  
Complets de style traditionnel ou contemporain, en pure laine. Confectionnés au Canada dans les meilleurs tissus importés. Rayures, motifs sobres et carreaux. Complets de printemps ou quatre saisons. Pantalons à plis. Gris, bleu et marine, pour le printemps et l'été. Tailles 38 à 46, pour la plupart des statures.  
Ord. 425\$ Solde 297,50 ch.  
Complets pour homme rayon 301

**33% DE RABAIS**

**MERIT**  
Complets traditionnels ou mode, en pure laine ou tissus mixtes. Rayures, effets verticaux, carreaux et autres. Devant droit ou croisé. Pantalons à plis. Tons de gris, bleu, beige et marine. Tailles 38 à 46, pour la plupart des statures. Ord. 375\$ Solde 249,99 ch.  
Complets pour homme rayon 301

**BELOTTI**  
Complets contemporains de coupe européenne, en pure laine d'importation. Motifs les plus en vogue. Carreaux, effets verticaux et autres. Devant droit ou croisé. Pantalons à plis. Tons de beige, bleu, gris, ainsi que noir et blanc, pour le printemps et l'été. Tailles 38 à 46, pour la plupart des statures. Ord. 325\$ Solde 217,75 ch.  
Complets pour homme rayon 301

**3 jours seulement. Commençant demain!**



Venez vite chercher la robe que vous avez toujours voulue. A 25% de rabais, c'est une vraie bonne affaire! Ne tardez pas! Magasinez tôt pour un meilleur choix. 25% de rabais sur le prix ordinaire étiqueté.  
Collections rayons 127, 125 et 196

Offre en vigueur au centre-ville de Montréal seulement.

la Baie

**25% DE RABAIS**  
**ROBES DE GRANDS COUTURIERS**  
**3 JOURS SEULEMENT**  
**COMMENÇANT DEMAIN!**

LIZ CLAIBORNE  
STEILMAN  
FLORA KUNG  
ROUIE  
NIPON BOUTIQUE  
E.D. JOHNE  
LISA CLARK

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!

Suite des Avis légaux, Appels d'offres, Soumissions et Encans en pages B 6, B 7 et B 7